

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Enracinons le Parti dans les usines (A. Treint). — Résolution de l'I. C. sur les cellules d'usines. — Pour le développement des cellules d'usines ; La propagande à l'usine par la cellule (R. Gaillard). — Qu'est-ce qu'une cellule d'usine ? (Jean). — Directives pour le travail d'usine en général (Le Comité Fédéral de la Seine). — La stratégie des grèves (H. Borel). — Informons le Parti (C. Calzan). — Réponse à Monatte (F. Chasseigne). — Documents : Lettre au Labour Party ; Résolu-

tion sur la question russe ; Résolution concernant les problèmes internationaux ; Déclarations de Monatte ; Lettre aux abonnés du *Bulletin Communiste* ; Déclaration du Comité Directeur. — 100.000 ouvriers de plus dans le Parti Communiste (G. Zinoviev). — Le caractère de la dictature militaire en Espagne (A. suivre) (Jar). — Un drame dans les cachots de la République polonaise (G. Poddoubny). — L'opinion des militants (A. Treint).

Enracinons le Parti dans les Usines !

L'ORGANISATION d'un Parti est déterminée par les buts qu'il poursuit.

Avant de devenir des agents actifs de la dictature bourgeoise ouvertement proclamée, les Partis socialistes sont des Partis de démocratie bourgeoise, c'est-à-dire de dictature bourgeoise masquée de démocratie.

Ils opèrent au sein de la classe ouvrière, la corrompent, l'endorment, la désarment et la livrent pieds et poings liés au capitalisme.

Autriche, Pologne, Allemagne et bien d'autres pays, nous montrent ce que les chefs de la social-démocratie peuvent faire d'un prolétariat qui n'a pas su les rejeter à temps pour accomplir sa révolution de classe.

A son tour, le Parti travailliste anglais nous fait voir qu'il entend ne pas faillir à sa tâche de maire du palais de la bourgeoisie.

Les Partis communistes sont des partis de lutte de classe, de Révolution, de dictature prolétarienne. Ils dressent la classe ouvrière et les masses travailleuses opprimées et exploitées, en vue d'abattre le régime capitaliste.

A travers les épreuves d'une lutte révolutionnaire héroïque, le Parti bolchevik nous a montré comment un prolétariat victorieux peut se régénérer et commencer à construire pierre à pierre les premières assises d'une économie socialiste.

Les différences d'organisation entre les Partis social-démocrates et les Partis communistes traduisent l'antagonisme qui existe entre les

butts contre-révolutionnaires poursuivis par les uns et les buts révolutionnaires poursuivis par les autres.

La section d'habitation, base du Parti socialiste

Les Partis socialistes entretiennent au sein des masses travailleuses l'illusion redoutable que la démocratie et le parlementarisme bourgeois sont des instruments d'évolution pacifique du régime capitaliste vers un régime socialiste.

Les Partis socialistes se servent de la phraséologie révolutionnaire comme d'un moyen pour conquérir électoralement la majorité des sièges parlementaires.

A intervalles éloignés de plusieurs années, la démocratie bourgeoise assemble périodiquement les électeurs autour des urnes proches de leur domicile, afin de désigner des députés qui, dans les périodes interélectorales, deviennent absolument indépendants de leurs électeurs pauvres, prolétaires et petits travailleurs, mais qui, par contre, demeurent sous l'absolue dépendance des grands groupements capitalistes.

Aussi, les Partis socialistes, uniquement soucieux du but électoral, se bornent à organiser leurs membres en sections d'habitation, qui mènent une vie somnolente et se réveillent seulement aux approches des élections.

Dans les sections socialistes, aucun contrôle sérieux n'existe sur l'activité des adhérents. A

la question : Comment agir contre le capitalisme ? se substitue en fait la question : Comment voter pour envoyer le plus grand nombre possible de députés au Parlement bourgeois ?

En dehors des périodes électorales, où elles se transforment en Comités électoraux fiévreux, les sections socialistes prennent l'aspect de petits clubs où la parole n'est jamais sévèrement confrontée avec les actes, et où l'influence prépondérante appartient au meilleur orateur.

Aussi, les sections socialistes offrent-elles un champ extrêmement favorable aux opérations des petits-bourgeois dits « avancés », qui, beaux parleurs, préparent leur future candidature sans faire aucun sacrifice réel à la classe ouvrière.

Par ces beaux parleurs, le chloroforme de l'idéologie petite-bourgeoise, anarchisante, vaguement humanitaire, béatement pacifiste, vient endormir la volonté de lutte des ouvriers socialistes ainsi que des ouvriers influencés par les socialistes, et prépare l'instant où ceux-ci seront livrés sans défense à la cravache de la dictature bourgeoise ou à la mitrailleuse de la guerre impérialiste.

La cellule d'usine, base du Parti

L'utilisation dans un sens révolutionnaire des élections bourgeoises et du parlementarisme, le fait aussi que les communistes habitent souvent loin du lieu où ils travaillent, obligent le Parti communiste à conserver encore la section d'habitation comme base secondaire de son organisation.

Mais, de plus en plus, la cellule communiste d'usine doit devenir la base principale du Parti.

Pour les communistes, chaque lutte quotidienne, chaque lutte partielle du prolétariat, est une étape vers la lutte pour le pouvoir, celle-ci prenant la forme d'une bataille générale entre les classes ennemies en armes.

Les luttes partielles et quotidiennes pour les salaires, pour la limitation de la journée de travail, pour le contrôle ouvrier, les grèves et leur préparation, la chasse au renard, l'occupation des usines, se déroulent sur le lieu même du travail.

Pour faire la Révolution, le prolétariat doit non seulement s'emparer violemment des édifices publics, ministères, parlement, mairies, mais aussi des usines, des mines, des téléphones, des télégraphes, des ports et des gares importantes.

Comme les luttes partielles et quotidiennes, la lutte révolutionnaire décisive se déroule en grande partie sur le lieu même du travail.

C'est donc là que le Parti communiste doit principalement s'organiser avec solidité.

Dans chaque usine, dans chaque mine, dans chaque gare, dans chaque magasin, les com-

munistes doivent se grouper en une cellule d'entreprise, *accomplissant, sur le lieu même du travail, toutes les tâches du Parti. Et ces cellules communistes doivent devenir la base principale de notre organisation.*

Tous les jours, dans chaque entreprise, le régime bourgeois rassemble tous les prolétaires en un meeting de production capitaliste pendant huit, neuf, dix heures et parfois davantage. *Ainsi, c'est par le jeu même du système de production capitaliste, que la cellule communiste d'usine constitue l'organisme du Parti ayant le contact journalier, prolongé plusieurs heures durant, avec la totalité de la classe ouvrière. La cellule communiste d'usine doit par tous les moyens (propagande individuelle, presse, tracts, papillons, journal d'usine, harangue, etc.), utiliser ce meeting quotidien de production capitaliste pour en faire un meeting d'agitation communiste et de préparation révolutionnaire.*

Chaque instant du travail à l'usine est aussi un instant de la lutte des classes entre le prolétaire et le patronat. La cellule communiste d'usine est l'organisme du parti qui, par suite, peut le mieux contrôler l'activité de ses membres et confronter les actes de chacun d'eux avec ses paroles.

Cellules communistes d'usine et Comités d'usines

L'une des tâches des cellules communistes d'usine est de faire pénétrer dans l'esprit de chaque ouvrier, l'idée que l'ensemble du prolétariat de l'entreprise forme un tout irréductiblement opposé au patron. Lorsque l'agitation dans ce sens, a porté ses fruits, la cellule communiste doit profiter d'une période de tension entre la masse ouvrière et le patron pour susciter une assemblée générale de l'entreprise qui élira son Comité d'Usine.

Actuellement, devant la montée de la vie chère et l'insuffisance des salaires qui en résulte, la création des cellules doit être activée en vue de la constitution rapide des Comités d'usine dressés en bataille contre le patronat.

Il importe de bien distinguer entre la cellule communiste d'usine, organisation intérieure du Parti, composée seulement de communistes soumis rigoureusement à la discipline du Parti, et le Comité d'usine, expression de la totalité des ouvriers groupés sur le lieu même de leur travail.

Si la cellule communiste a su conquérir la confiance des ouvriers, plusieurs de ses membres seront élus au Comité d'Usine et y jouiront d'une influence prépondérante. Ils y formeront la fraction communiste du Comité et devront être subordonnés absolument à la cellule communiste, organisme du Parti responsable devant les ouvriers de l'activité de tous ses membres.

Chaque Assemblée générale de l'Usine pouvant destituer son Comité et en élire un autre, la souveraineté du corps prolétarien de l'entreprise, ne saurait en rien être diminuée par l'application rigoureuse des règles de discipline intérieure du Parti communiste.

Réorganisation du Parti sur la base des cellules

Notre Parti a déjà à son actif quelques expériences partielles.

Au mois d'avril de l'année dernière, la Fédération de la Seine commença le travail de création des cellules.

En décembre dernier, la Fédération du Nord créa des cellules communistes dans la plupart des usines textiles de la région lilloise.

Depuis, le même travail s'est poursuivi dans les mines du Pas-de-Calais et dans diverses autres Fédérations du Parti.

Il convient, dès maintenant, de rassembler toutes ces expériences et d'en tirer des leçons. Des erreurs ont été commises, qui doivent être évitées, des initiatives heureuses se sont fait jour, qui doivent être généralisées.

Notre presse centrale et notre presse de province doivent mettre à l'étude la question de la réorganisation du Parti sur la base des cellules et bien préciser les directives essentielles de ce travail.

La formation des cellules doit se faire à la fois par l'initiative des communistes eux-mêmes, tenant au courant les organismes actuels du Parti, et par la pression du Comité directeur, des fédérations et des sections, stimulant les éléments enclins à la passivité.

Le travail doit commencer de préférence par les grosses et les moyennes entreprises. Mille difficultés surgiront. Comment éviter la répression patronale ? Comment relier nos cellules à nos sections d'habitation et à nos fédérations ? Comment nos cellules peuvent-elles contribuer au travail syndical du Parti ?

Il ne faut pas attendre que toutes ces questions soient résolues pour commencer à créer les cellules. Ces questions se résoudreont, au cours même du travail, par l'expérience collective du Parti. Il importe pour cela de former dès maintenant un réseau de Commissions de réorganisation dans les sections ouvrières et dans les fédérations et ce réseau doit être relié à notre Commission centrale de réorganisation du Parti.

Les communistes lecteurs du *Bulletin* doivent, par l'intermédiaire des organes réguliers du Parti, être les agents actifs de la transformation de notre section française, en un Parti vraiment révolutionnaire basé sur les cellules d'usine.

Une tribune des cellules sera dès maintenant ouverte dans le *Bulletin* et placée sous le contrôle de la direction du Parti et de sa

Commission centrale de réorganisation.

Il faut qu'elle soit vivante et qu'ainsi le *Bulletin* continue son œuvre de bolchevisation du Parti.

Cellules - Parti - Démocratie

Les cellules communistes, en recrutant parmi les ouvriers d'usine, assureront l'extension et la consolidation de la base prolétarienne du Parti.

Le recrutement fait par les cellules, en introduisant dans les rangs du Parti des ouvriers dont l'activité prolétarienne et révolutionnaire a pu être vérifiée, sera, en effet, un recrutement de choix.

Ce Parti se lance dans sa première campagne électorale de grande envergure. Après les élections, la rechute accélérée du franc, ruinant les petits travailleurs, va obliger le Parti à travailler plus activement que jamais au sein des classes moyennes et paysannes pour les arracher au fascisme. Il va falloir aussi soutenir les mouvements nationaux des peuples coloniaux opprimés et exploités par l'impérialisme français.

Que de périls de déviation, si le Parti n'a pas assez de ciment prolétarien pour unir les ouvriers arriérés, les petits travailleurs, les paysans et les peuples coloniaux en un solide Bloc anti-capitaliste et anti-impérialiste.

Pour se mettre à même de remplir ses tâches sans perdre sa physionomie communiste et révolutionnaire le Parti doit s'implanter fortement dans les usines.

Au risque de donner quelques entorses à la démocratie formelle, le Parti doit s'organiser de telle façon que dans son sein l'opinion des cellules ait toujours la prépondérance. Nos camarades paysans et nos camarades issus de la bourgeoisie et qui par leur adhésion se sont fait naturaliser communistes, savent que dans la Révolution le rôle moteur et dirigeant appartient au prolétariat industriel des grandes entreprises et que par suite le rôle décisif dans le Parti doit aussi appartenir aux cellules communistes qui sont l'élite et l'avant-garde de ce prolétariat industriel.

Plongé dans la masse ouvrière par ses cellules d'usine, le Parti apprendra à prendre ses décisions, non pas en considération du droit formel de ses membres, mais en tenant compte uniquement des besoins de la masse prolétarienne.

Comme le disent excellemment les thèses votées par la presque unanimité du Comité directeur, la règle d'organisation des Partis communistes ne saurait être que le maximum de démocratie intérieure compatible avec l'intérêt de la Révolution.

Bolcheviser le Parti, c'est avant tout, en ce moment, l'enraciner dans les usines.

Albert TREINT.

Résolution du C. E. de l' I. C. sur les Cellules d' Usines

« Cette résolution sur l'organisation des cellules d'usines, fut prise à l'unanimité lors de la séance du C. E. du 21 janvier 1924 — sauf les modifications qui pourront être nécessaires en raison de la situation particulière des différentes sections. »

La structure du Parti doit être adaptée aux conditions et aux objectifs de son action. Sous la politique réformiste des partis social-démocrates, qui prétendaient agir sur l'Etat bourgeois par le moyen du bulletin de vote, il est naturel que toute l'attention ait été portée sur l'organisation des électeurs. Il fallait alors bâtir le Parti sur les circonstances électorales et la résidence des électeurs. Cette structure est passée en héritage aux partis communistes. Mais elle est, en contradiction, non seulement avec le but final du Parti Communiste, mais aussi avec ses objectifs immédiats. Notre but final, c'est le renversement de la bourgeoisie, la conquête du pouvoir et la réalisation du communisme. Nos objectifs immédiats sont : la conquête de la majorité de la classe ouvrière par une participation active à la lutte quotidienne et par la conduite de cette lutte. Pour cela, il faut une liaison étroite de nos organisations communistes avec les masses ouvrières, à l'usine même.

Partant de ce point de vue, le III^e Congrès de l' I. C. avait déjà décidé que la base du Parti Communiste doit être la cellule d'usine. Cependant, la plupart des sections n'ont pas encore mis cette décision en pratique ; beaucoup n'ont même pas posé concrètement la question. Pourtant, la Révolution allemande — fin 1923 — a montré une fois de plus et avec évidence que, sans cellules d'usines, sans une liaison étroite avec les masses ouvrières, il est impossible d'attirer ces dernières dans la lutte et de les conduire, il est impossible de connaître leur état d'esprit et d'utiliser le moment le plus favorable, il est impossible de vaincre la bourgeoisie.

Les formes fondamentales des organisations de base

I. — La base de l'organisation communiste est la cellule d'usine. Tous les communistes travaillant dans une entreprise doivent faire partie de la cellule de cette entreprise.

Remarque : Là où il n'y a qu'un ou deux communistes, ils doivent adhérer à la cellule de la plus proche entreprise ; cette cellule mène son action dans toutes les entreprises de son ressort ne possédant pas de cellule.

II. — Les communistes ne travaillant pas dans les usines, fabriques, ateliers, magasins, etc... — c'est-à-dire les ménagères, les gens de maisons, les concierges, etc... — doivent créer des cellules de rues, selon le domicile des adhérents.

Remarque : Tous les membres des cellules d'entreprises habitant un autre quartier doivent se faire enregistrer au Bureau des Cellules de ce quartier. Les membres des cellules d'autres quartiers, dirigés par le bureau de quartier sur une cellule de rue, n'y ont pas voix délibérative sur les questions qu'ils décident dans leur cellule d'usine — questions de principe, élection de délégués, etc...

III. — Les chômeurs restent membres de la cellule de l'entreprise où ils ont travaillé. En cas de chômage prolongé, ils peuvent, d'accord avec le comité de rayon, être transférés dans une cellule de leur quartier d'habitation.

IV. — Dans les centres industriels peu importants, les petites villes et les villages, où les ouvriers vivent près de l'entreprise ou exploitation où ils travaillent, il sera constitué des cellules homogènes, autant que possible à proximité de ces entreprises ou exploitations.

V. — Les cellules d'entreprises et de rues élisent un bureau de trois à cinq membres. Les élections sont faites par l'assemblée générale de la cellule. Le bureau distribue le travail entre ses membres. Selon l'importance de la cellule, le bureau désigne des camarades

pour diriger et répandre les publications, pour mener la propagande, un camarade pour s'occuper du comité d'usine, un autre pour le travail syndical, un pour la liaison avec la cellule de la jeunesse, un pour le travail parmi les femmes, etc...

VI. — Les communistes, membres d'une cellule d'entreprise, y paient leurs cotisations ; ceux qui sont membres d'une cellule de rue paient dans cette dernière.

VII. — Dans les grandes villes où les cellules d'entreprises et de rues sont nombreuses, elles s'unissent par quartier. Plusieurs quartiers forment un rayon.

Tous les rayons d'une grande ville composent l'organisation de ville. Les questions sont délimitées par le Comité de rayon. Ce dernier s'efforce, dans la mesure du possible, de grouper les quartiers autour des grandes entreprises. Dans les villes moyennes, on forme également des quartiers pour grouper les cellules d'usines et de rues. Leur ensemble forme l'organisation de ville. Dans les petites villes et les villages, les cellules sont unies en groupes locaux. Les organisations des villes moyennes et les groupes locaux des petites villes et villages s'unissent en sous-rayons.

Remarque : Les comités de quartiers ou de groupes locaux, selon les possibilités et les nécessités de l'endroit, convoquent régulièrement l'assemblée générale de toutes les cellules d'entreprises et de rues de leur quartier ou de leur groupe.

VIII. — A la tête du quartier ou du groupe local, se trouve un bureau de trois à cinq membres, élus par l'assemblée générale de tous les membres du quartier ou groupe ou par une assemblée de délégués, selon les possibilités locales — par exemple en état d'illégalité. Le secrétaire de quartier ou de groupe est confirmé par le sous-rayon. A la tête du rayon et du sous-rayon sont les comités de rayon et de sous-rayon, élus par la conférence de rayon ou de sous-rayon.

IX. — Les assemblées de quartier et de groupe, les conférences de rayon et de sous-rayon sont composées de représentants des cellules, proportionnellement au nombre de leurs membres, mais de façon que la majorité appartienne aux cellules d'entreprise. La forme de représentation pour chaque cellule est fixée par le comité de ce rayon ou de sous-rayon.

Dans les organisations où, par suite de l'état d'illégalité, une grande représentation aux conférences est impossible, on peut faire élire les délégués, non pas directement par les cellules, mais par des assemblées de délégués de quartiers ou de groupes.

X. — Les comités de ville — dans les grandes villes — sont élus par la conférence de ville, composée de délégués des rayons, élus par conférences de rayon proportionnellement au nombre des membres de chacun. (1)

XI. — Pour renforcer l'influence des cellules d'entreprises, tant dans les bureaux de quartier que dans les comités de rayons, plus de la moitié des membres de ceux-ci doivent être choisis parmi les membres des cellules d'entreprise. Les comités de ville doivent comprendre un certain nombre d'ouvriers travaillant à l'usine.

XII. — En cas d'illégalité, les instances supérieures, dans certains cas exceptionnels — (par exemple en cas d'arrestation d'un comité, etc...) — ont le droit de désigner les nouveaux membres du comité, à condition, à la première possibilité, de convoquer une assemblée ou une conférence de délégués, qui confirmera le comité ou en élira un autre. Ceux des membres de l'ancien comité qui ont évité l'arrestation peuvent être admis dans le nouveau, avec l'assentiment et la sanction des organes supérieurs, jusqu'à la conférence. L'effectif des comités, en cas d'illégalité, doit être réduit au minimum.

(1) Note pour la France. — Dans les grandes villes qui sont en même temps chef-lieux de département, il n'est pas constitué de comité de ville. La Conférence fédérale, composée des délégués des rayons de la ville et de ceux du département, élit un Comité départemental qui remplit en même temps les fonctions de Comité de Ville.

Fonctions des cellules d'entreprises

Le centre de gravité du travail politique d'organisation doit être transféré dans la cellule d'entreprise. C'est elle qui, en prenant la tête de la lutte des ouvriers pour leurs besoins quotidiens, les conduira à la lutte pour la dictature du prolétariat. Pour cela, la cellule communiste étudiera en temps utile toutes les questions politiques ou économiques intéressant les ouvriers et formera son opinion sur elles ainsi que sur chaque conflit surgissant. Elle mettra les ouvriers sur la voie de la solution révolutionnaire de toutes les questions. En tant que fraction la plus consciente et la plus active de la classe ouvrière, elle doit prendre en mains la direction de sa lutte.

Les tâches particulières des cellules d'entreprise, en dehors de celles qui incombent à tout le Parti, sont les suivantes :

1° Mener l'agitation et la propagande communiste parmi les ouvriers ; les travailler individuellement, pour les attirer dans les rangs du P. C. ; répandre les publications communistes ; éclairer les questions qui se posent dans l'usine, même publier un journal d'usine, fonder des œuvres d'éducation ;

2° Mener une action prolongée et énergique pour conquérir tous les postes électifs de l'entreprise (syndicat, coopérative, comité d'usine, commission de contrôle, etc...) ;

3° Intervenir dans tous les conflits économiques, toutes les revendications des ouvriers, pour étendre et approfondir le mouvement, montrer aux ouvriers ses conséquences politiques et les pousser à une lutte plus large, non seulement économique, mais politique et au front unique contre la bourgeoisie et le fascisme ;

4° *Déraciner l'influence, sur les ouvriers de l'entreprise, des autres partis politiques, nuisibles à la classe ouvrière.* La cellule doit mener, à l'usine, une lutte énergique contre les partisans et les membres des autres partis politiques, partis socialistes ou autres partis dits « ouvriers » en exploitant tous les faits à la portée des ouvriers les plus arriérés ;

5° Etablir une liaison entre ouvriers travaillant et ouvriers chômeurs, pour éviter une concurrence entre eux ;

6° Là où le terrain est mûr, revendiquer le contrôle ouvrier sur la production, les banques, les exploitations agraires, les transports ; réclamer la distribution aux ouvriers d'objets de première nécessité ;

7° Militier parmi les femmes et la jeunesse de l'usine et les enrôler dans la lutte ; aider la création d'une cellule de la jeunesse communiste et là où elle existe, la soutenir ;

8° Faire participer chacun de ses membres à un travail déterminé qui lui est fixé par le Bureau.

Outre ces tâches spéciales à l'usine, les cellules d'usine ont encore des *tâches territoriales sur le lieu d'habitation*, car les ouvriers ont aussi des besoins là où ils habitent et remplissent différentes fonctions sociales (logements, ravitaillement, hygiène, enseignement, divertissements, élections, etc.)

Les plus importantes sont :

1° L'organisation et l'action politique, les campagnes diverses (élections, logement, vie chère, la fourniture aux familles des ouvriers, des petits employés et des couches moyennes d'objets de première nécessité ;

2° La diffusion de la presse communiste, le recrutement de nouveaux lecteurs et d'adhérents au Parti, l'agitation et la propagande, la propagande individuelle, les œuvres d'éducation dans les quartiers (clubs, etc.), l'enrôlement des sympathisants dans les démonstrations ouvrières, et, en général, dans la lutte de la classe ouvrière ;

3° L'agitation dans les maisons du quartier ; l'information sur les opinions politiques des habitants, sur la vie politique, les manœuvres des fascistes, les dépôts d'armes, etc. ;

4° L'action parmi les femmes et les enfants.

Toutes ces tâches territoriales concernent également les cellules de rues. Leur action doit être menée sous la conduite directe du bureau du district et doit concorder avec celle des cellules d'entreprises.

Mise en pratique

Vu la nouveauté de la question pour beaucoup de sections de l'Internationale Communiste et leur situation diverse, le C. E. de l'I. C. propose d'abord que la question soit examinée sur toutes ses faces dans la presse et les réunions du Parti ; après seulement, on abordera la réorganisation sur la base des cellules d'entreprise, en commençant par les plus grandes entreprises.

Les cellules ne doivent en aucun cas être confondues avec les fractions communistes dans les syndicats, les coopératives, etc. Les cellules ne peuvent pas prendre les fonctions de ces dernières : ce sont elles, au contraire, ou plus exactement leur bureau, qui dirigent les fractions syndicales ou autres correspondantes.

L'orgbureau du C. E. de l'I. C. demande à toutes les sections de l'Internationale Communiste de l'informer en détail et périodiquement de la discussion sur les questions touchées ici et sur les résultats obtenus.

Pour le développement des Cellules d'Usine

Le Bureau Politique a chargé deux camarades, Gaillard, des Jeunesses Communistes, et Jean, qui a une certaine expérience internationale sur la question, de rédiger chacun un projet de brochure, destinée à renseigner les militants sur l'importance fondamentale de la cellule d'usine et sa supériorité sur la section territoriale comme unité de base du Parti. En voici deux passages caractéristiques :

La propagande à l'usine par la cellule

En fare de toutes les insuffisances du groupe local, la propagande dans les usines nous offre des avantages certains, un champ d'action nouveau à défricher. Nous pouvons, pour le croire, nous référer à l'exemple des partis plus avancés que nous dans cette voie.

Le grief principal imputé à la charge du groupe local est qu'il nous fait tourner sans fin dans le même cercle, les mêmes auditoires, les mêmes convaincus, et qu'il ne nous permet absolument pas « d'aller aux masses ». Où trouverons-nous la classe ouvrière tout entière, avec son exploitation et ses souffrances, sinon à l'usine même ? Notre propagande générale par réunions publiques se heurte à l'incompréhension, l'indifférence ou la prévention. Comment pouvons-nous atteindre le travailleur le moins conscient, le moins soucieux de ses intérêts de classe, ou même l'adhérent d'un syndicat jaune ou d'un parti bourgeois, si ce n'est dans l'atelier ? Lorsqu'ils ont passé la porte de sortie, ils partent et se dispersent avec leurs opinions, leurs aspirations, leurs conceptions particulières. Sur le lieu même du travail, ils sont mêlés, rapprochés les uns des autres sans distinction de tendances, par l'uniformité dans l'exploitation et la souffrance.

Notre programme, qui ne se borne plus à un exposé de principes en vue d'une bataille parlementaire, mais se base sur l'exploitation des ouvriers et leurs besoins quotidiens, peut, là, être développé et exposé avec chances de succès auprès de camarades qui nous ignorent ou ne nous connaissent qu'à travers des légendes et des calomnies. Par sa propagande dans les usines, le Parti communiste pourra vraiment aider la classe

ouvrière dans sa lutte de chaque instant contre le patronat et pour ses revendications immédiates, l'entraîner vers des revendications qui menacent plus le capitalisme.

Quand nous proposons le front unique à un parti ou à une organisation quelconque, notre offre s'accompagne de publicité (publication de la lettre, commentaires, articles et polémiques ; parfois même, campagne de réunions), mais cela est connu surtout de nos militants, de nos lecteurs et des membres de l'organisation à laquelle nous avons offert le front unique. Le but recherché n'est pas atteint. Nous voulons nous faire départager par la majorité des travailleurs des usines et non simplement par nos adversaires avérés et par nous-mêmes. Si notre propagande se développe dans les ateliers, nous pourrions alors faire une très large utilisation du front unique, à toute occasion, à tous les degrés. S'agit-il d'une campagne nationale : presse, tracts, réunions d'usines auront un autre caractère que nos assemblées de fidèles. S'agit-il d'une usine ? Là où des influences diverses se disputent l'estime des ouvriers, nous pourrions nous mettre et les mettre à l'épreuve. Un vrai Parti communiste doit planter son drapeau partout où des prolétaires souffrent et demandent à combattre ; loin de nous contenter d'un cercle d'influence notoire, nous devons l'élargir sans cesse ; la force du Parti communiste est de pouvoir se livrer le plus possible au jugement de la classe ouvrière.

La propagande communiste dans les usines révélera notre force... et nous montrera nos faiblesses. Monatte a dit : « La grève des gaziers parisiens est là pour montrer que le Parti communiste comptait des jaunes dans son sein. » Il peut aussi se trouver des communistes qui ne fassent pas tout leur devoir dans l'usine, même lorsqu'il n'y a pas de grève. En dehors des aptitudes et des capacités individuelles, il ne suffit pas, pour un membre du Parti, de « marcher » ou de « suivre le mouvement », mais il lui faut l'estime et la confiance de ses camarades de travail comme l'un des plus hardis, des plus combattifs et le plus courageux, sinon le plus apte à les entraîner. Le Parti, ne l'oublions pas, autant au moins que par sa doctrine et son attitude générale, est considéré d'après le respect que peut imposer chacun de ses militants par son attitude et son action personnelles. Or, en ce moment, quel contrôle sur l'activité des communistes, dans leur usine, nous permet le groupe local ? La propagande dans les usines entraînera un pas de plus vers la pureté de nos rangs et la formation d'une véritable élite du prolétariat.

Notre recrutement aussi y gagnera beaucoup : les adhésions que nous recueillons à la fin ou à la suite de réunions ne sont pas nombreuses, et nous nous entourons de nombreuses garanties avant de les accepter définitivement. Il est bon de tamiser scrupuleusement l'entrée des adhérents nouveaux, mais c'est un succès négatif au point de vue de l'augmentation de nos effectifs. Allons donc chercher où ils se trouvent les bons éléments qui nous manquent : à l'usine, on ne fait d'adhésion de principe ou d'enthousiasme, on entre dans le Parti après avoir montré déjà sa valeur dans le combat ingrat et tenace contre l'exploitation patronale, après que le nouvel adhérent et le Parti ont fait réciproquement leurs preuves et se sont jugés dignes l'un de l'autre.

Enfin, la propagande communiste dans l'usine a son ultime nécessité : nous ferons la révolution avec et dans l'usine. Toute notre action actuelle,

toute notre activité est animée par la certitude que nous portons en nous de lancer un jour ce cri : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » Nous devrions le dire, mais à bon escient, et comme, en 1916, les ouvriers pétersbourgeois, nous pouvons méditer le conseil de Lénine : « Demandez-vous mille fois si vous êtes prêts, si vous êtes assez forts ; mesurez dix fois avant de couper. Organiser les Soviets, c'est déclarer la lutte suprême, c'est déclarer à la bourgeoisie la guerre civile, c'est commencer la révolution ouvrière. » Nous n'en sommes pas encore à mesurer nos forces : constituons-les avec d'autant plus d'ardeur et patiemment, jour par jour, transformant et la mentalité des membres du Parti et celle de la majorité des travailleurs, faisons, par notre effort continu, de chaque usine, de chaque atelier, lieux actuels d'exploitation, les forteresses futures du prolétariat.

Aucun doute sur l'urgence, pour nous, de modifier nos méthodes, de les adapter au but, au rôle du Parti communiste ; et cela principalement par la propagande et l'action au sein du prolétariat, dans les usines.

Nous devons à présent dire par quels moyens nous organiserons ce travail nouveau. Sera-t-il l'œuvre des camarades isolés ? Non, car la propagande à l'usine est chose féconde, mais délicate : elle sera dirigée à tout instant par un organisme particulier à chaque usine, nouvelle base du Parti, par la cellule.

R. GAILLARD.

Qu'est-ce qu'une cellule d'usine ?

Question : Que doit être la nouvelle base d'organisation du Parti ?

Réponse : La cellule d'usine.

Question : Qu'est-ce donc qu'une cellule d'usine ?

Réponse : Une cellule d'usine est l'organisation de l'ensemble de tous les camarades du Parti travaillant dans la même usine.

Le fait général encore aujourd'hui que plusieurs communistes travaillant dans la même usine ne se connaissent pas et n'agissent pas en commun, disparaîtra ainsi. Le devoir de chaque communiste consistera dès maintenant à former une union ferme et disciplinée avec tous les camarades qui se trouvent dans la même usine. Cette union (cellule) étroite formera la base de l'organisation du Parti.

Question : Mais pourquoi est-ce nécessaire et pourquoi ne suffit-il pas seulement d'obliger chaque camarade de concentrer toute sa force pour la propagande dans l'usine ? Pourquoi cette union ferme et disciplinée est-elle indispensable ?

Réponse : Même si la tâche du Parti communiste consistait seulement dans l'activité de la propagande, même dans ce cas-là, la cellule d'usine est absolument nécessaire. Mais la tâche du Parti communiste est beaucoup plus grande. Pas seulement en paroles, mais dans la réalité la plus vivante, le Parti communiste doit devenir le chef réel et l'avant-garde de tous les mouvements. Mais comment peut-il remplir cette tâche, quand il n'a pas de liaison avec le centre de l'exploitation, quand il n'a pas dans l'usine une organisation qui permet à ses membres d'agir en commun, de former une union puissante ? Prenons l'exemple du dernier renchérissement de la vie et la baisse du franc. Chacun sait que ces questions intéressent extrêmement tous les ouvriers, et c'est pour deux raisons :

1° Parce que la bourgeoisie les force, par ces deux cadeaux, à se serrer encore plus la ceinture ;

2° Parce que l'exemple de l'Allemagne les effraie. Les ouvriers ont vu comment la bourgeoisie piétinait et dépouillait le prolétariat allemand. L'ouvrier français craint de subir le même sort. C'est à nous, communistes, naturellement, d'utiliser cet état d'esprit et à établir notre propagande de façon que les ouvriers soient convaincus que :

a) la crise actuelle n'est pas passagère, mais bien le résultat du déclin du capitalisme ; b) que la classe ouvrière doit perdre tout espoir en une restauration du capitalisme ; c) que ce n'est pas par des méthodes d'atavisme, mais au contraire par l'organisation rapide et énergique de la lutte défensive qu'ils pourront échapper au sort de leurs frères allemands de classe ; d) que la crise actuelle ne peut être résolue par aucun gouvernement bourgeois de gauche, mais seulement par un gouvernement ouvrier et paysan qui, en dernier lieu, se transformera inéluctablement dans la dictature du prolétariat. Mais pourrions-nous réaliser cette propagande avec succès, si nous agissons non pas de façon cohérente, mais individuellement et en ordre dispersé ? Il est clair que nous ne le pourrions pas. Donc, si nous voulons que notre propagande soit efficace, il faut procéder de façon cohérente ; les cellules d'usines sont nécessaires. Mais cela n'est pas encore le plus important. Le plus important, c'est que notre propagande d'aujourd'hui puisse devenir demain un mouvement de masse. Supposons que les masses se soient convaincues de la justesse de notre propagande et qu'elles soient prêtes à tout. Si nous n'avons pas dans les usines d'organisation communiste cohérente, pas de cellules d'usines qui puissent se rassembler à toute occasion pour discuter rapidement de la situation et pour s'entendre sur le mot d'ordre de combat le meilleur au moment donné et pour le jeter dans les masses, si nous n'avons pas de cellules d'usines qui prennent aussitôt la direction de la lutte et qui puissent souder toute la force des masses mobilisées dans cet instant en un bloc unique ou une puissante ligne d'assaut et de combat, tout ce mouvement peut se perdre dans le sable ou se terminer par la déception des masses.

En général, il faut dire que presque aucune des tâches de notre Parti ne peut être résolue sans cellule d'usine. Prenons la question du front unique. Depuis la défaite du prolétariat allemand au mois d'octobre de l'an passé, tous les communistes sont absolument convaincus qu'on ne peut pas faire un front unique avec les chefs social-démocrates, pas plus avec ceux de gauche qu'avec ceux de droite. Tous les communistes savent que les chefs socialistes laissent en plan le prolétariat au moment décisif, bien mieux, qu'ils lui tournent le dos et qu'ils le livrent aux baïonnettes de la bourgeoisie. Mais ils savent aussi que le Parti communiste, seul, quel que soit le nombre considérable de ses adhérents, n'est pas capable d'abattre la bourgeoisie. Il est donc indispensable de faire un front unique, mais il est évident qu'il faut le faire par en bas, dans les usines. (Nous ne voulons pas dire par là que l'on ne doive pas, à l'occasion, s'adresser aux chefs syndicalistes, aux chefs social-démocrates, afin de les contraindre ainsi à se démasquer devant les masses.) Mais comment former un front unique de ce genre s'il n'existe point de cellule communiste dans l'usine, qui profite de chaque événement approprié dans l'usine ou au dehors pour atteindre ce but, qui, chaque jour et sans cesse, attire l'attention de la classe ouvrière sur la nécessité de cette

tâche et qui organise les démonstrations contre les chefs récalcitrants, les Congrès d'usines, etc. ? Sans exagérer, on peut dire qu'une des causes principales de l'échec du front unique en France provient du manque de cellules communistes d'usines.

Prenons aussi les Conseils d'usines, c'est-à-dire l'organisation de tous les ouvriers, aussi bien les ouvriers communistes que les non-communistes, les syndiqués que les non-syndiqués de l'usine. Il est évident que les Conseils d'usines sont absolument nécessaires à la classe ouvrière, que, sans eux, on ne peut réaliser la concentration du prolétariat et de ses luttes. Et comme nous sommes à la veille de grands mouvements de masses, il est de toute évidence qu'il faut se hâter de former des conseils d'usines. Mais cette formation doit être précédée d'une grande et active propagande, dont la tâche est de faire comprendre aux masses la nécessité et le rôle de cette organisation : 1° afin qu'elle soit prête à lutter pour les Conseils d'usines ; 2° pour ne pas laisser naître à l'avance les illusions anarcho-syndicalistes. Mais comment développer rapidement ce travail de propagande sans cellules d'usines ?

JEAN.

Directives pour le travail d'usine en général

Note de la Rédaction. — *La Fédération de la Seine, qui a déjà une certaine expérience dans la constitution des cellules d'usines, a décidé, dans sa séance du 2 mars, d'en généraliser l'application. A cet effet elle vient d'envoyer à toutes ses sections le projet ci-dessous d'organisation de cellules, qui sera un précieux document pour tous nos lecteurs, désireux eux aussi d'aider à la multiplication rapide des cellules, seules capables de faire du Parti français un véritable Parti bolchéviste.*

Les camarades du Parti Communiste sont organisés en tant que communistes :

- 1° Dans l'usine ;
- 2° Dans leur lieu d'habitation.

Les camarades qui travaillent dans les grandes et moyennes usines doivent y concentrer la presque totalité de leurs efforts, tout en assistant, bien entendu, aux assemblées générales de leur section d'habitation.

Au contraire, les ouvriers qui ne travaillent pas dans les grandes et moyennes usines, ainsi que les ménagères et autres camarades, doivent consacrer tous leurs efforts dans les sections d'habitation, en développer les rouages et en prendre les postes de direction et de travail.

La base principale de l'organisation du Parti sera dans l'usine, l'opinion des délégués d'usines doit être prépondérante pour les organisations du Parti.

Les cellules d'usine doivent vivre la vie du Parti dans toute son ampleur. Elles doivent diffuser les mots d'ordre du Parti, politiques et économiques, dans la masse prolétarienne.

Les cellules d'usine doivent être organisées à peu près comme les sections actuelles du Parti. Quand leur développement sera assuré, elles auront leur organisme directeur politique, leurs commissions de travail, etc.

Chaque cellule d'usine aura son représentant aux voix délibérative, dans la section locale où se trouve l'usine.

Le paiement des cotisations se fera dans la section d'habitation du camarade, mais avec le contrôle de la cellule d'usine.

De cette manière, se formera la liaison absolument

obligatoire entre chaque camarade et la section de son lieu d'habitation, ce qui est indispensable en période de grève générale, d'actions plus graves, etc.

Les cellules d'usine doivent être reliées entre elles par industrie, par localité.

Autant que possible, les cellules d'usine auront pour charge d'établir la documentation relative aux modes d'exploitation, de travail et de rendement de l'usine dont elles relèvent.

Comment créer et faire travailler les cellules

La création d'une cellule. — Dès que deux ou trois camarades du Parti travaillent dans une usine, ils doivent constituer une cellule. Ils sont convoqués dans une petite salle proche de l'usine.

La cellule est constituée immédiatement par les camarades présents. Ils nomment aussitôt un secrétaire, responsable de tout le travail de la cellule, et fixent un jour régulier de réunion (cette dernière chose surtout est indispensable), une fois par semaine ou une fois par quinzaine. Dès que la cellule est constituée, le secrétaire doit en aviser immédiatement le Centre fédéral et se mettre en liaison avec lui.

Le travail intérieur. — Dès que la cellule est constituée, le secrétaire nommé, le jour de la réunion fixée, il faut organiser le travail. Recueillir toute la documentation utile sur la situation des ouvriers dans l'usine (salaires, hygiène, journée de travail, discipline, etc.).

A chaque réunion de cellule, on doit parler de la propagande faite et des résultats obtenus depuis la précédente réunion, préparer le travail pour la semaine suivante.

A chaque réunion de cellule, en dehors des questions intéressantes particulièrement l'usine, doit être faite par le délégué de la Commission fédérale des Cellules ou le secrétaire de celle-ci, une petite causerie sur les mots d'ordre du Parti à lancer dans l'usine : il importe que chaque causerie soit suivie d'un échange de vues et que chacun puisse participer à la discussion.

Après les premières réunions de la cellule, lorsque celle-ci est bien assise, que chaque camarade y fournit son travail, le secrétaire ne doit pas perdre de vue que nous voulons transporter toute notre activité sur le terrain de l'usine (agitation, propagande, recrutement, etc.). Pour ce faire, on organise des réunions publiques et des réunions spéciales auxquelles seront conviés des sympathisants sûrs qui fourniront un recrutement individuel excellent en même temps qu'ils nous faciliteront notre tâche d'agitation au sein de l'usine.

III. — *Le travail dans l'usine.* — La propagande dans l'usine doit être menée avec vigueur, mais avec prudence aussi, afin de ne pas offrir d'occasion trop facile à la répression patronale. Cependant, il ne faut pas exagérer les difficultés, il y a tant de moyens de faire de la propagande sans danger, avec un peu d'initiative. La tactique à employer diffère avec chaque usine et suivant la discipline et la surveillance ; c'est à charge aux camarades qui y travaillent de juger quelles sont les possibilités d'action. En tout cas, il est un certain nombre de procédés qui peuvent être employés par n'importe quel ouvrier, lorsqu'il ne peut ouvertement faire sa propagande dans l'usine.

D'abord la propagande individuelle : il est bien rare de ne pas pouvoir trouver un sympathisant dans son équipe ; si chacun en fait autant, la possibilité d'action, le rayonnement de la cellule se trouve immédiatement doublé.

Il y a ensuite la propagande par tracts ou papillons qu'il est facile de distribuer et de coller sans danger.

Il y a aussi la presse communiste. Lorsque la cellule a communiqué à la Commission fédérale des Cellules des renseignements intéressants sur l'exploitation des ouvriers, l'insertion d'un ou deux filets dans l'*Humanité*, encadrée d'un coup de crayon et distribuée, ne manque pas d'avoir toujours un écho. La vente de nos journaux à la rentrée des usines, comme au restaurant où les ouvriers déjeûnent, est aussi un bon moyen de faire connaître nos idées et notre action de défense de la classe ouvrière.

Mais le meilleur moyen est à coup sûr le journal d'usine. La matière comporte un article exposant les

mots d'ordre du Parti, fourni par la Commission fédérale, et tous les renseignements sur l'exploitation des ouvriers, la brutalité ou les ridicules d'un contremaître. Tiré sur une simple feuille de format ordinaire, les camarades de la cellule peuvent le faire eux-mêmes à la polycopie. En période normale, le journal d'usine est une arme excellente. Dès qu'un fait exceptionnel trouble la vie de l'usine, il prend une véritable valeur d'agitation. Un journal d'usine, paraissant régulièrement une fois par mois, est pour la cellule un instrument de développement ; en même temps, il passionne tous les membres de la cellule pour sa confection ; il réalise la liaison entre les communistes et la masse des ouvriers.

IV. — *Multiplication des cellules.* — La constitution des cellules d'usine ne doit pas traîner en longueur ; tout au moins, il ne faut pas s'attarder à en développer complètement une avant d'en créer d'autres. Cette première étape de création d'un nombre déjà important de cellules doit être réalisée dans toutes les grandes et moyennes usines où travaillent des communistes. Pour cela, il ne faut pas attendre l'impulsion de la Commission fédérale des Cellules qui ne saurait suffire à toute la besogne ; il faut se débrouiller un peu, le travail dans les usines est pour beaucoup un travail d'initiative ; le rôle de la Commission fédérale est de provoquer ces initiatives.

Pour que les cellules se développent et jouent vraiment le rôle auquel nous les destinons, elles ne doivent pas se cantonner dans les limites de leur seule usine. Aussi, dans la création des cellules, il est bon de grouper, c'est-à-dire d'en former simultanément ou rapidement plusieurs dans les mêmes parages, de les relier entre elles (dans la région parisienne un ou deux arrondissements ou villes de banlieue, en province une agglomération industrielle et les faubourgs).

A la faveur d'agitations dans différentes industries ou corporations, il y a lieu de porter un effort spécial de création de cellules dans toutes les usines de cette industrie et parallèlement à la campagne engagée (campagnes de réunions d'usines, congrès de délégués d'usine dans la métallurgie, le textile, etc.).

Le travail et l'organisation ci-dessus ne sont pas limitatifs ; il se développeront au fur et à mesure que les cellules deviendront de plus en plus actives et comprendront le rôle qui leur est dévolu et qui a été fixé par les Congrès de l'Internationale et par la résolution de l'Exécutif, en date du 21 janvier 1924.

LE COMITE FEDERAL DE LA SEINE.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro 50 centimes

ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'*Humanité*, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

La Stratégie des Grèves

Dans notre précédent article, nous avons cité deux passages de la résolution du dernier Comité Confédéral National, parlant de la coordination des forces grévistes.

Comment cette coordination pourra-t-elle se faire ?

Avant tout, par une centralisation beaucoup plus accentuée dans l'organisation syndicale.

Le bon vieux temps est passé où Emile Pouget pouvait écrire, dans sa brochure sur la « Confédération Générale du Travail », les lignes suivantes : « L'organisme confédéral est essentiellement fédéraliste. A chaque degré, l'autonomie de l'organisme est complète ; les Fédérations et Unions de syndicats sont autonomes dans la Confédération ; les syndicats sont autonomes dans les Fédérations et Unions de syndicats ; les syndiqués sont autonomes dans les syndicats. »

Cela, c'est l'organisation syndicale du passé. Dans la lutte contre le petit patronat isolé, les organisations syndicales locales devaient disposer de leur liberté pour pouvoir entrer en lutte et en sortir toutes les fois que l'exigeait la situation. Les syndicats locaux étaient bien mieux à même de juger de la situation locale — seule décisive — qu'un organisme central éloigné.

Aujourd'hui, le problème de l'organisation syndicale se présente sous un jour tout différent.

Pour que la classe ouvrière puisse lutter efficacement contre le grand patronat organisé, il faut absolument que nous arrivions à un tel degré de concentration que le dernier mot dans toutes les grèves importantes appartienne à la C. G. T. U. Elle devra être placée au-dessus des Fédérations, c'est elle qui en dernier lieu devra juger si une grande grève doit être déclenchée par telle ou telle Fédération, à telle ou telle date, et jusqu'à quelle limite elle doit se poursuivre.

Pour les petites grèves, les Fédérations peuvent naturellement garder toute l'indépendance dont elles disposent actuellement. Il n'y a aucune raison pour qu'une grève de 50 ou 100 blanchisseuses ou la grève dans une petite imprimerie soit préalablement examinée par la Commission Exécutive de la C. G. T. U.

Il est par contre parfaitement clair qu'une grève comme celle des 20.000 métallurgistes de Saint-Etienne a une grande répercussion sur l'ensemble du mouvement de la région et de la Fédération Nationale des Métaux et en fin de compte sur l'ensemble du mouvement du pays entier.

Comment, dans les conditions actuelles, assurer une direction homogène dans toutes les grandes grèves du pays ?

On pourrait, à la rigueur, envisager une révision des statuts de la C. G. T. U. et de ses Fédérations, enlevant à ces dernières une bonne partie de leur autonomie et chargeant la C. G. T. U. de la direction des grèves importantes.

Mais l'introduction d'un tel paragraphe dans les statuts nous avancerait évidemment bien peu. Ce qu'il nous faut, c'est un premier pas en avant dans

la pratique. Avant de nous lier par des paragraphes, il vaut mieux consulter l'expérience de la vie pour savoir jusqu'à quel degré la centralisation peut être utilement portée dès maintenant.

La centralisation des forces procédera nécessairement par étapes, commençant — avec le concours de la C. G. T. U. — peut prendre l'initiative d'un des diverses Fédérations d'une même industrie (par exemple dans le Livre), en vue d'une grande grève de cette industrie, entente subordonnant, pour la durée de la grève, toutes les démarches, toutes les décisions des organisations intéressées à celle d'un Comité d'Action composé de délégués des diverses Fédérations intéressées et de la C. G. T. U. Ce Comité garantit, outre la direction unique de la grève, l'organisation du secours pour les grévistes, toujours avec le concours de la C. G. T. U.

De cette entente temporaire conclue pour un but précis se dégagera maint enseignement appréciable de nature à faciliter des ententes ultérieures prolongées ; il en résultera un rapprochement, des liaisons utiles, facilitant le resserrement des Fédérations et la simplification de leur appareil administratif.

A un autre moment et dans d'autres circonstances, la C. G. T. U. peut prendre l'initiative d'un accord temporaire à conclure entre Fédérations d'industries différentes, dans le but de coordonner leurs efforts pour une grève engageant particulièrement une Fédération (celle des fonctionnaires, par exemple, prête à la lutte pour les 1.800 francs), mais grève aussi revêtant une portée extraordinaire pour plusieurs autres Fédérations, pour les cheminots, les P. T. T., les ouvriers municipaux et, en fin de compte, pour tous les ouvriers de l'industrie privée.

Pour nous, il est d'ailleurs hors de doute qu'à la C. G. T. U. et dans certaines Fédérations toutes ces phases d'une évolution vers la concentration et la coordination des forces ont été envisagées. Ce que nous voudrions démontrer aux camarades, c'est la nécessité absolue de pousser carrément en avant sur ce chemin, sans se laisser troubler par les vieilles formules d'un fédéralisme périmé et désormais stérile.

Il nous reste maintenant une question, la plus grave peut-être, et qui ne sera pas facile à résoudre.

Il est notoire que l'élément non-syndiqué forme en France la majorité dans toutes les grèves. Parmi les 10.000 grévistes de chez Citroën, on comptait tout juste 500 syndiqués. Le pourcentage des syndiqués dans la grève actuelle de la métallurgie à Saint-Etienne, est également dérisoire, quoiqu'un peu supérieur. Dans la grève du Textile de Roanne, même situation.

Dans ces conditions, nous avons beau parler de la concentration des forces, de la nécessité de leur coordination, nous avons beau esquisser le chemin qui doit nous conduire vers ce but, nous parlons dans le vide.

Les masses nous échappent à peu près partout ; nous ne sommes pas véritablement les maîtres des mouvements, ni des grèves générales, ni des grèves

partielles. Les ouvriers partent en lutte quand bon leur semble et rentrent à l'usine quand ils ne peuvent plus tenir dans la misère de la grève prolongée; ils attendent rarement l'avis de l'organisation syndicale régulière, ni pour sortir, ni pour rentrer.

Si pourtant, nous voulons apporter une aide sérieuse aux mouvements, si nous voulons suivre une tactique de grèves, les diriger effectivement, coordonner les efforts, concentrer les secours, puiser des moyens matériels chez les uns et soutenir les autres, si nous voulons pouvoir retenir les mouvements prématurés, pousser en avant au moment propice, si nous voulons, en un mot, suivre une stratégie des grèves souple et vivante, il nous faut une base organique solide et large, il nous faut des cadres, des syndicats forts, des Comités d'Usine, des Cellules Communistes d'Usine.

C'est une histoire qui se répète éternellement. Nous lançons des appels réitérés aux masses sans avoir l'appui indispensable dans les usines, sans y avoir des hommes de confiance qui sont à même de répandre et d'expliquer nos mots d'ordre, des hommes ayant acquis l'estime de leurs collègues par leur action dans l'usine, par la défense des intérêts vitaux des ouvriers.

Et alors, fatalement, nos appels tombent trop souvent dans le vide. Au lieu de diriger les événements dans la mesure du possible, nous nous voyons éliminés, emportés.

Combien sont nombreuses les grèves partant sans qu'auparavant aient été mises au courant les organisations syndicales centrales, les grèves qui se déclenchent sans aucune préparation, sans plan, dans n'importe quelle situation, pareilles à une tempête. Comment alors pourrait-il être question de tactique ?

Au cours de la grève, naturellement la situation ne va pas en s'améliorant. Au bout d'une semaine ou deux, l'ouvrier a dépensé son dernier sou et l'aide pécuniaire tarde beaucoup à arriver. Comme nos syndicats sont trop squelettiques, les Comités d'Usine n'existant pour ainsi dire pas et la constitution de Cellules Communistes d'Usine étant seulement à son début, on est hors d'état d'organiser sérieusement l'aide matérielle.

Qu'on ne puisse pas apporter les moyens matériels suffisants pour soutenir des centaines de milliers de grévistes, ça, c'est fatal. En pareil cas, il faut que d'autres moyens entrent en jeu. Mais ce qui est à critiquer c'est notre incapacité à organiser un secours suffisant pour les grèves partielles dirigées contre le moyen et petit patronat, grèves ayant pourtant grandes chances de réussir, si l'appui matériel arrive à temps et est quelque peu suffisant.

Et il ne faut pas perdre de vue que le temps des grèves partielles justifiées est loin d'être terminé. Elles garderont leur valeur aussi longtemps qu'il y aura un petit et moyen patronat contre lequel les ouvriers auront à se défendre. Dans une période de prospérité économique, même relative, la plupart de ces grèves pourraient se terminer par une victoire ouvrière, si seulement nous savions mettre debout une vaste organisation de secours, soit par une augmentation des cotisations syndicales, soit par la perception de versements spéciaux réguliers ou non, par l'intermédiaire des Comités d'Usine, etc

On ne saurait trop insister sur l'urgence et la portée fondamentale de la création de cadres :

Cellules Communistes d'Usine, Comités d'Usine, Syndicats.

Il faut absolument que le Parti consacre une bonne partie de ses forces à la création de ces organismes. Il faut qu'il instruisse tous ses membres pour la réalisation de ces objectifs. Il faut que les efforts de la Fédération de la Seine pour la création de Cellules Communistes d'Usine soient suivis et amplifiés dans tous les coins du pays. Les Cellules Communistes, à leur tour, doivent immédiatement se mettre à l'œuvre pour développer les syndicats et aider à la création des Comités d'Usine.

Jusqu'ici on avait par trop tendance à négliger le travail méthodique d'organisation et à le remplacer par les seuls appels à l'élan révolutionnaire.

Il est vrai que le mouvement ouvrier français a souvent été marqué par un grand et bel élan révolutionnaire. Que de fois la volonté combattive des ouvriers français les a fait tenir pendant de longues semaines dans une misère atroce, les a même poussés à dresser des barricades, comme au Havre. *Cet élan forme sans aucun doute une des forces fondamentales de toute lutte.*

Mais il est également certain qu'à lui seul il ne peut pas suffire : il faut de l'organisation, du système, un plan. Il nous faut tout l'appareil de la locomotive pour que le feu de la combativité puisse agir et nous conduire en avant

Toute l'histoire du mouvement ouvrier français forme un seul et tragique exemple de cette vérité. La grève générale de 1906 et celle des mineurs en 1914 en témoignent aussi bien que celles plus récentes de février et mai 1920, comme la bataille du Havre et la « grève générale » du 20 août 1922, les grèves du textile du Nord de 1921 et de 1923, les diverses grèves des mineurs, et toute la longue chaîne de luttes et de défaites partielles qui ont caractérisé les années passées jusqu'à la dernière grève de chez Citroën.

Dans tous ces mouvements le manque de cadres amena le manque de cohésion et contribua, sans préjudice des autres facteurs, à tant d'échecs

**

Trop de camarades, et des meilleurs, parmi nous, se contentèrent et se contentent encore de guetter les moments d'effervescence dans la masse pour déclencher des mouvements.

Le bon choix de l'heure du départ d'un mouvement est assurément d'une importance énorme. Mais en ne regardant que ce problème à lui seul, on perd — le mouvement une fois parti — très vite toute emprise sur lui. Etant alors hors d'état de le diriger effectivement, on se voit forcément réduit à cette piètre besogne de chauffer l'atmosphère par des discours de réunion publique, sans pouvoir apporter une aide matérielle, sans pouvoir élargir le mouvement, sans même pouvoir le faire rentrer dans ses cadres.

Il faut, cela va sans dire, ne pas exagérer et vouloir retarder tout mouvement jusqu'à ce que tout soit bien préparé, ajourner le combat jusqu'au jour où le dernier soldat de l'armée rouge aurait mis ses guêtres. Il faut se garder de vouloir enchaîner l'élan révolutionnaire dans une pédanterie bureaucratique. Mais ce danger n'est vraiment pas celui qui menace le plus le mouvement ouvrier français.

Mettons-nous vite à l'œuvre pour la création des cadres indispensables.

H. BOREL.

Informons le Parti

Le *Bulletin* de cette semaine est, pour une partie importante, consacré à la série de discussions qui viennent de secouer la direction du Parti. Il contient les documents essentiels sur la question, à l'exception des thèses publiées dans le numéro précédent.

Nos lecteurs, c'est-à-dire les militants du Parti, qui le réclament d'ailleurs, pourront se rendre compte des divergences sérieuses entre les points de vue exprimés notamment sur les grandes questions internationales : anglaise, russe, allemande, d'une part, dans les thèses qui viennent d'être votées après deux mois de discussions et d'études préalables et, d'autre part, dans les premières résolutions hâtives, arrachées à un Comité directeur qui manquait d'informations précises et parfois sans aucun débat sérieux, grâce à l'autorité personnelle de quelques camarades dans lesquels les nouveaux membres de l'organisme central du Parti avaient coutume de trouver des guides sûrs et éprouvés.

Comparez, par exemple, la résolution sur la crise du Parti russe présentée par Souvarine et soutenue par Rosmer devant le Comité Directeur et la partie des thèses concernant le même sujet.

Alors que ces dernières s'efforcent de faire une analyse sérieuse de la situation économique pour motiver leur décision, la première résolution n'en souffle mot. En sorte que la première décision demandée au Comité Directeur apparaît comme une décision de pure forme.

De même, la défense de l'unité du Parti russe, telle que la présente Souvarine est d'ordinaire également formel et purement sentimental.

S'opposer à toute épuration ultérieure dans le Parti russe au nom des mérites passés des adhérents actuels, c'est prendre une position bien dangereuse et très peu marxiste.

Qui oserait affirmer, qu'au contact journalier de la *Nep*, dans cette atmosphère empestée de mercantilisme, aucun des membres du Parti ne saurait se laisser corrompre ?

Bien mieux. La place que reprend la nouvelle bourgeoisie russe dans l'activité économique de la Russie ne peut manquer de lui faire réclamer, avec toujours plus d'insistance, le droit d'exprimer son point de vue, la possibilité de participer à la gestion du pays.

Qui ne voit pas que le Parti Communiste russe étant le seul légal, c'est à l'intérieur même du Parti que tenteront de s'exprimer ces desiderata, ces revendications d'une classe ennemie ?

Qui ne sent pas qu'à la faveur des difficultés économiques actuelles du gouverne-

ment des Soviets, les conditions de cette lutte ne laissent pas d'être favorables à un adversaire qui, quasi invisible, n'en est que plus dangereux ?

D'où la nécessité accrue pour le Parti d'être toujours sur ses gardes, de contrôler de plus en plus rigoureusement ses adhérents, et de ne pas transiger avec les déviations qui pourraient compromettre la dictature du prolétariat.

C'est à la lumière de cette situation et quand on en a compris toutes les difficultés qu'on peut s'expliquer ce qu'il y a de frivole aussi à se trop réclamer de la démocratie à l'intérieur du Parti.

Ce qui prime, dans une période révolutionnaire, — et la Russie n'a pas terminé sa révolution tant qu'il reste au monde un grand Etat capitaliste, — c'est le souci constant, unique peut-on dire, d'en maintenir les conquêtes essentielles. Et le salut révolutionnaire exige la pleine abnégation de l'individu à la collectivité, quel que soit le caractère éminent de sa personnalité.

Que penser aussi de cette lettre au Labour Party, que personne ne songe plus d'ailleurs à défendre à l'heure actuelle et qui pourrait bien n'avoir jamais atteint son destinataire ?

N'a-t-elle point gardé trop de mansuétude vis-à-vis de ce Parti travailliste, composé certes, en grande partie d'ouvriers, mais mené par d'habiles petit-bourgeois et dont la participation au pouvoir ne pouvait, ne devait laisser aucune illusion à des communistes ?

N'est-ce point un distinguo subtil lorsqu'on veut, comme Rosmer l'a fait au cours de la discussion, établir une différence profonde entre les travaillistes anglais et les social-démocrates allemands en présentant les premiers comme des « réalisateurs » ? Les uns et les autres ne veulent-ils point s'efforcer utopiquement de restaurer l'économie capitaliste et, sans toucher à l'essence du régime capitaliste, d'en atténuer les antagonismes irréductibles ?

Il ne faut plus admettre non plus, au cours d'une discussion, qu'on trouve étrange de la part d'un Parti Communiste de s'occuper des affaires d'un Parti frère et de lui dire fermement ce qu'on croit être sa bonne voie.

L'erreur de tactique d'une section de l'Internationale Communiste peut avoir des conséquences néfastes sur tout le développement de la Révolution mondiale, comme le prouve, une fois de plus, l'échec lamentable de Chemnitz en Allemagne.

L'expérience travailliste, suivant qu'elle sera ou non surveillée attentivement par le

Parti Communiste britannique, dénoncée assez tôt et assez vigoureusement ou non, peut orienter la classe ouvrière anglaise vers le communisme libérateur ou la livrer pour un temps précieux à un désenchantement dangereux pouvant favoriser le développement du fascisme.

Il y a donc un intérêt capital à désillier le plus tôt possible les yeux des ouvriers anglais sur le caractère petit-bourgeois et bien-tôt contre-révolutionnaire du gouvernement et aussi du Parti travailliste.

Or, l'*Humanité*, sous l'influence de la lettre au Labour Party sans doute, et jusqu'au message de l'Exécutif aux Partis Communistes, par sa bienveillance à l'égard des premiers actes du gouvernement travailliste au pouvoir, par le retard apporté à la publication de l'article de Losovsky qui détruisait à l'avance l'illusion travailliste, n'aidait point alors les ouvriers communistes à comprendre la valeur exacte et le caractère contre-révolutionnaire du gouvernement travailliste.

On retrouve cette volonté de ménager le gouvernement de Mac Donald jusque dans l'article de Rosmer qui, présentant le message de l'Exécutif aux lecteurs de l'*Humanité* et en développant les idées essentielles, omettait de signaler que le devoir des communistes anglais était d'obliger le gouvernement travailliste à réaliser les réformes promises à ses adhérents et à ses électeurs, même au risque d'être renversé par la coalition des deux partis bourgeois.

Que dire de la résolution allemande votée un soir, dans des conditions incroyables, après un exposé de Souvarine se référant à un article de la *Correspondance internationale* que personne n'avait lu ?

Le Comité Directeur, pour la première fois, refusa de suivre son directeur de conscience habituel, qui, à propos de la question allemande, voulait à la fois porter un coup à Treint et au Comité centra russe. Le C. D. s'en tira en votant un texte expurgé, mais où, en voulant là aussi défendre l'unité à tout prix, il mettait, sans s'en douter d'ailleurs, sur le même pied d'égalité la droite, le centre et la gauche du Parti allemand.

Cependant, la lumière se faisait peu à peu dans les esprits, grâce aux différents exposés faits au cours de plusieurs séances par des délégués de l'Exécutif et du Parti allemand, et à l'information écrite et orale.

Quelques camarades décidèrent de rédiger un projet de thèses à soumettre au Comité Directeur pour aider au processus de clarification en cours.

De son côté, Sellier, aidé de Chassaigne, des Jeunesses, en fit autant. Le Comité Directeur saisit des deux projets, accepta la suggestion du Bureau Politique, de charger une Commission d'essayer de dégager l'essentiel

des deux textes afin de présenter, si possible, une thèse unique.

Le texte arrêté par la Commission, réunit, après une courte discussion, l'écrasante majorité du Comité Directeur.

Ce n'était point la déclaration écrite que Monatte lut avant le vote, pleine de pessimisme, de désespérance même, qui pouvait modifier le jugement des membres du Comité Directeur.

Est-il besoin d'insister beaucoup sur le geste de Souvarine lançant sa « Lettre aux Abonnés du *Bulletin* » ? Elle devait trouver, ainsi que la ferme réponse du Comité Directeur, sa place ici.

Le Parti est maintenant en possession des éléments essentiels d'information sur les discussions de ces deux mois. Il jugera les divergences qui se sont fait jour entre la majorité de l'organe central du Parti et quelques-uns de ses membres qui comptent, sans aucun doute, parmi ses plus éminents.

La crise est résolue d'une façon douloureuse, mais non définitive, pensons-nous. Certains camarades ont abandonné leur place au Bureau Politique, non pour de futilités questions de personnes, mais parce qu'ils ne partagent plus la façon de voir de la majorité du Parti. Nous croyons qu'ils se trompent, mais nous pensons aussi que, dès leur erreur dissipée, ils reprendront leur place au premier rang du combat.

En attendant, les tâches se multiplient pour le Parti, se compliquent aussi au sein d'une situation qui ne fut jamais plus favorable pour nous et réclament toute notre activité, toute notre vigilance, beaucoup de sang-froid aussi.

G. CALZAN.

LISEZ LES LIVRES DE LÉNINE :

- L'Etat et la Révolution ;**
- La maladie infantile du Communisme ;**
- La Révolution prolétarienne ;**
- L'Impérialisme ;**
- Le rôle de la Jeunesse Communiste.**

En vente à la Librairie de l'*Humanité*, 120, rue Lafayette, Paris.

Réponse à Monatte

Quand l'autre soir, au Comité directeur, Monatte lut la déclaration ci-dessous et qu'il insistait pour qu'elle fût publiée, nous étions tous bien atterrés. Rentrant chez moi, j'ai voulu relire encore la belle lettre de démission qu'en novembre 1914 il envoyait à ses commettants du Comité confédéral. J'ai mieux compris encore tout le danger qu'il y avait dans ses paroles. Monatte, qui fut toujours le premier sur la brèche, qui connaît le mieux le mouvement ouvrier de France, pousse cette fois-ci le cri d'alarme et de désespoir. Que vont penser nos camarades, habitués à suivre son conseil ? Tant pis si c'est trop d'audace que quelqu'un du rang, qu'un jeune, réponde au vétérán des luttes ouvrières ! Monatte nous l'aura déjà pardonné.

On divise le Parti et on classe les hommes, dit Monatte, sur des problèmes internationaux auxquels le Parti lui-même n'entend pas grand'chose. Il est bien certain que sur le recul momentané du Parti allemand, sur les problèmes de l'économie russe, nous avons pu être d'avis différents, et d'abord sur la question même de savoir si nous pouvions avoir un avis. Mais la déclaration de Monatte et le jugement qu'il y porte sur notre Parti montrent que nos désaccords ne sont pas tous d'ordre international.

La situation présente, en France, est favorable aux communistes. C'est une chose qu'on ne peut nier. La crise de vie chère, les mouvements ouvriers qui se dessinent pour une augmentation de salaires, les luttes électorales où ni les gens de droite ni ceux de gauche n'apportent de mots d'ordre propres à satisfaire les mécontents, la faillite des socialistes, font qu'instinctivement les ouvriers tournent leur regard vers le parti qui est resté en France la seule force révolutionnaire. En prenant place dans ses rangs l'année dernière, Monatte, qui avait toujours lutté contre les partis politiques de démocratie, lui a décerné ce brevet devant toute la classe ouvrière.

Que va donc faire le Parti communiste ? Sa place à l'avant-garde rassemble naturellement sur lui tous les coups des contre-révolutionnaires. Ses ennemis l'insultent, l'attaquent, cherchent à éloigner de lui les ouvriers. Il lui faut faire front partout et entraîner, sans dévier de sa ligne, l'ensemble de la classe ouvrière. Il lui faut s'organiser dans les usines, bouleverser de fond en comble la structure électorale du vieux parti. Il lui faut affermir sa position dans les syndicats et soutenir ceux-ci dans leur action quotidienne. Ils y comptent : le parti n'est plus une force qu'on puisse négliger. Il lui faut cesser d'être un parti national pour devenir une section de l'Internationale.

Le Parti sera-t-il à la hauteur de toutes ces grandes tâches ? Monatte paraît en douter. « Le Parti, dit-il, a mal à la tête et mal aux membres. On y a exagéré le centralisme mécanique. » Nous croyons que Monatte exagère. De notre faible expérience, le centralisme mécanique est un mal presque inévitable au début de toute action. C'est la marque même que le Parti a fait quelque chose. On se trace d'abord un plan, qu'on s'efforce de réaliser exactement. Les rudes coups de l'expérience viennent ensuite le modifier, au point qu'il devient méconnaissable. La faute serait de vouloir redresser ces bosses, pour retrouver le dessin primitif. Le Parti français a marqué, au Congrès

de Lyon, qu'il ne voulait pas la commettre. Nous n'y sommes pas plus qu'alors disposés. Dans la question des cellules d'usines, comme dans celle des Commissions syndicales, comme dans toutes les grandes questions à l'ordre du jour du Parti, le centralisme mécanique a fait son temps.

En vérité, quelque chose existe. Si la tête a encore parfois besoin de prendre médecine, les membres sont forts. Nous disons cela sans flatterie, nous ne courtisons personne, pas plus l'Internationale que les membres des sections. Mais il y a en bas une levée de dévouements, Monatte, qui n'a pas perdu sa confiance d'autrefois dans la classe ouvrière, doit le reconnaître avec nous. Regardez les membres du Parti, pas seulement aux postes d'honneur, mais à ceux de travail et de peine, dans les syndicats. Regardez dans chaque grève ceux que la bourgeoisie appelle les meneurs. Ce sont encore des communistes. Et le dévouement plus obscur encore, avec le falot pour toute récompense en perspective, de ceux qui font pénétrer nos mots d'ordre dans les casernes. Dans un parti qui compte de tels hommes, on n'a pas le droit de douter. Nous pouvons tout faire, à condition de nous mettre au travail. Nous pouvons même, Monatte, dire notre mot sur les questions internationales. Vous aimez à répéter que le Parti est un grand garçon, c'est une de vos expressions favorites. Pourquoi voulez-vous l'empêcher d'agir comme tel ?

Il ne s'agit pas d'excommunier l'un ou l'autre, ni de coller à certains, qui ont fait pour la révolution mondiale plus que nous ne ferons jamais, l'étiquette de contre-révolutionnaires et de mencheviks ; il s'agit de choisir entre deux méthodes. Cela, nos camarades du Parti, qui ont déjà quelque expérience et qui œuvrent eux aussi de toutes leurs forces pour la révolution, sont assez grands pour le faire. Certes, comme le disait Zinoviev, nous mériterions qu'on nous arrache les yeux si nous avions voulu entraîner nos partis frères dans la mauvaise route, si nous avions voulu aviser les forces révolutionnaires. Mais il se trouve que dans les deux cas, allemand et russe, les solutions que nous avons adoptées sont celles qu'a sanctionnées l'immense majorité du Parti.

Voilà ce que nous prétendions faire avec notre résolution d'unanimité dans laquelle Monatte a si peu de confiance. Fixer une fois notre position et passer au travail qui presse. Il ne s'agit pas de classer les hommes ni de crier que la gauche avait raison. Tel qui aujourd'hui se dit d'extrême-gauche était bien à droite. Le plus farouche adversaire du menchevisme international prend lui-même, chaque fois que l'on touche au travail pratique, une position opportuniste. Il s'agit de dresser contre les bourgeois qui nous attaquent de toutes parts le bloc de notre Parti, et de frapper dur. On connaîtra les plus valeureux à la force de leurs coups. Il n'y a que les lâches pour se couvrir de médailles avant la bataille.

Mais il faut pour cela croire en ceux qui combattent à vos côtés. Le pessimisme, en ce temps-ci, n'est pas de mise et, nous espérons l'avoir montré, serait faux. Monatte, qui a lutté avant et pendant la guerre, dans des moments plus difficiles du mouvement ouvrier, ne peut pas en être, dans le Parti, le représentant.

F. CHASSEIGNE.

DOCUMENTS

Le Comité Directeur du 24 mars a décidé de soumettre aux adhérents du Parti la documentation nécessaire pour se faire un jugement exact sur la crise qui s'est déclarée dans la direction du Parti.

Le *Bulletin Communiste* a publié dans son numéro 12 les thèses qui ont clôturé les débats sur les différentes questions discutées depuis le Congrès de Lyon au cours de la plupart des séances du C. D.

Voici, par ordre chronologique, les principaux documents qui successivement ont marqué les différentes phases de la crise.

*
**

Lettre ouverte au « Labour Party »

C'est la question anglaise qui a soulevé la première discussion. Il s'agissait d'envoyer une lettre au Labour Party à l'occasion de son arrivée au pouvoir. Un projet de lettre présenté par Rosmer fut renvoyé par le C. D. à une commission de rédaction.

A la séance suivante le C. D. l'adoptait contre le vote de Suzanne Giraud et de Treint qui lui reprochaient son manque de vigueur et l'absence d'un programme d'action et d'agitation.

En voici le texte :

Les travailleurs français ont accueilli avec joie le grand succès remporté par vous aux dernières élections ainsi que votre accession au pouvoir. Pour la première fois la classe ouvrière britannique a signifié son hostilité aux deux fractions de la bourgeoisie, affaiblie et désarmée, qui jusqu'ici se partageaient alternativement le pouvoir. Elle ne croit plus à leurs promesses. Elle les juge incapables de résoudre la crise économique redoutable née de la guerre. Elle rompt résolument avec le passé et affirme sa volonté de prendre le pouvoir entre ses mains. A l'heure où le fascisme insolent et brutal croyait pouvoir s'installer progressivement dans le monde, les travailleurs britanniques ont enrayé vigoureusement son développement, ranimant les forces qui luttent contre la dictature fasciste partout où elle a triomphé ou menace de triompher.

C'est un grand fait dont le Parti communiste ne saurait songer à atténuer l'importance.

Les différences de doctrines et de méthodes qui nous séparent sont grandes. Nous sommes révolutionnaires ; toute l'histoire nous enseigne l'impuissance de la légalité à réaliser autre chose que la conservation des privilèges des classes possédantes ; nous croyons qu'un droit nouveau ne sortira que de la lutte violente des exploités contre les exploités et que cette lutte ne peut aboutir qu'à la dictature du prolétariat. Nous sommes convaincus que les méthodes strictement parlementaires, pacifiques, auxquelles vous êtes attachés, le respect que vous témoignez à la structure politique et sociale édifiée par la bourgeoisie pour la défense de ses intérêts, vous empêcheront de réaliser même une faible partie de votre programme.

La bourgeoisie ne renoncera pas volontairement à ses privilèges et, si vous les lui conservez, vous ne pourrez rien faire. Vous ne trouverez de ressources pour aucune réforme sérieuse ; vous ne pourrez assurer du travail aux chômeurs ; vous ne pourrez fournir un salaire décent aux travailleurs ; vous ne pourrez donner à chaque famille ouvrière un foyer. Or, vous savez que c'est cela d'abord que la classe ouvrière britannique attend de vous. Si vous vous attaquez résolument aux privilèges de la bourgeoisie, alors ce sera la bataille, une guerre acharnée où vous serez battus et écrasés si vous laissez la lutte se dérouler dans le cadre de la légalité instituée par la bourgeoisie et pour elle. L'expérience vous placera bientôt devant ce problème : ou l'impuissance et la faillite, ou la lutte sans merci de toute la classe ouvrière contre toute la bourgeoisie.

Vous avez, avec nous, dénoncé la paix de Versailles comme une paix honteuse, une paix de violence, imposée par les vainqueurs aux vaincus, un défi cynique aux millions d'hommes jetés au combat pour « tuer la guerre » à jamais.

Le traité de Versailles n'a pas apporté la paix au monde. La guerre a continué, sous des formes nouvelles, menaçant de revêtir, dans un délai plus ou moins proche, le caractère d'une boucherie plus terrible encore que celle qui vient de s'achever. Aux ruines anciennes, de nouvelles destructions sont venues s'ajouter, aggravant la misère des peuples. L'occupation de la Ruhr, objectif de l'impérialisme français, a été réalisée par Poincaré, pour le compte des magnats français de la métallurgie. Elle dure depuis plus d'une année et ses conséquences désastreuses pour la classe ouvrière et pour la paix du monde ne sont que trop visibles.

L'occupation de la Ruhr a entraîné, à une allure catastrophique, la ruine de l'Allemagne. Les chômeurs s'y comptent maintenant par millions, le salaire des ouvriers qui trouvent encore place à l'usine permet à peine de subsister ; la journée de huit heures est partout menacée et, sur bien des points déjà, perdue pour les travailleurs. La Ruhr et la Rhénanie sont devenus des fiefs du capitalisme franco-allemand où les magnats des deux pays ont instauré une tyrannie insupportable.

C'est votre tâche d'exiger l'évacuation immédiate de la Ruhr et de la Rhénanie par les armées françaises, anglaises et belges. Pour l'accomplir, vous pouvez compter sur l'appui des travailleurs de France, d'Allemagne et de Belgique ; ce sera le point de départ de la révision nécessaire du traité de Versailles, l'acheminement vers un règlement équitable des réparations, que seuls les ouvriers des pays intéressés pourront réaliser.

Les ouvriers anglais ont mis en vous leur espoir. Ils vous ont donné leur confiance. Ils comptent que vous allez les tirer de la misère où le capitalisme britannique les a plongés, que vous mettrez fin au chômage chronique qui pèse si lourdement sur eux, les affame et les démoralise. Ils comptent que vous supprimerez le hideux entassement des quartiers ouvriers des grandes cités et leur donnerez des foyers décentes.

Lloyd George avait promis, durant la guerre, quand il avait besoin des ouvriers pour seconder l'impérialisme anglo-franco-russe, de faire de l'Angleterre une terre « digne des héros » survivants. Il n'a pas tenu sa promesse. Les mutilés, les anciens combattants sont trop souvent réduits à une quasi-mendicité.

C'est à vous qu'il appartient non seulement de réaliser les promesses faites sans compter par la bourgeoisie et honteusement oubliées au lendemain de la guerre ; mais toutes les espérances qu'ont mises dans la force du Labour Party cinq millions d'ouvriers anglais. Vous n'y parviendrez qu'en vous attaquant, sans délai et sans merci, au régime capitaliste, à la toute-puissance des parasites et des profiteurs, tels que lord Northumberland, qui prélève, de droit de naissance, d'énormes tributs sur le travail des ouvriers et qui, pour défendre ses privilèges, crée des associations antiouvrières, se livre à une préparation fasciste avec l'argent volé aux travailleurs.

Une grande responsabilité pèse sur vous à cet égard. N'oubliez pas, en effet, que c'est en partie de la désillusion provoquée dans la classe ouvrière italienne par l'impuissance et la faillite des partis socialistes réformistes qu'est né le fascisme sanglant.

Ce ne sont pas seulement les ouvriers britanniques qui attendent de vous une amélioration immédiate de leur sort et l'acheminement rapide vers leur libération complète, vers le règne sans partage du travail.

Les populations des colonies incorporées dans l'Empire britannique souffrent d'un double joug, celui de leurs propres oppresseurs et celui des mandataires de l'Empire. Sur plusieurs points, en Egypte, aux Indes, elles ont déjà commencé la lutte. Les gouvernements bourgeois qui vous ont précédés employaient à leur accord une méthode tour à tour brutale et perfide. La violence la plus cruelle, d'abord, dont une illustration récente est le massacre d'une foule hindoue paisiblement assemblée à Amrihar, massacre que vous avez

en son temps dénoncé et stigmatisé. Puis, quand, malgré cette répression brutale et sommaire, les masses coloniales, opprimées restent menaçantes, alors, la violence ayant échoué, on recourait à la ruse et à la duperie.

Votre arrivée au pouvoir a fait naître, même chez les peuples opprimés des colonies, une grande espérance. Ils ont gardé le souvenir des campagnes courageuses entreprises en leur faveur par le vénéré fondateur de votre Parti, James Keir Hardie. Ils attendent de vous leur indépendance totale et sans réserve.

La classe ouvrière d'Europe et d'Amérique, qui s'est réjouie de votre victoire sur les deux fractions de la bourgeoisie, suit vos actes avec une attention passionnée. Elle compte trouver en vous un point d'appui solide pour ses propres luttes, pour la bataille qu'elle doit livrer chaque jour contre une bourgeoisie nouvelle, née de la guerre, plus rapace et plus cynique que l'ancienne.

La bourgeoisie britannique qui a dû, par impuissance, vous laisser prendre le pouvoir, va multiplier contre vous les embûches. Son intérêt, c'est de paralyser progressivement vos forces, de briser vos initiatives par l'intermédiaire des hauts fonctionnaires des administrations publiques — si vous avez la faiblesse de les laisser en place — de vous faire apparaître, comme un Parti impuissant, incapable de tenir ses promesses, de réaliser son programme et de vous discréditer ainsi aux yeux des travailleurs.

Vous ne pourrez déjouer ses manœuvres qu'en vous appuyant exclusivement sur la classe ouvrière britannique, en vous identifiant résolument avec elle. Laissez-nous vous dire à cette occasion quel surcroît de force et de vitalité donnerait au Labour Party, pour les combats qui l'attendent, l'accession immédiate dans ses rangs du Parti Communiste britannique, petit sans doute par le nombre, mais grand par la valeur individuelle de ses militants, par leur dévouement désintéressé à l'idéal du prolétariat révolutionnaire et qui représente véritablement dans votre pays l'avant-garde du mouvement ouvrier. En agissant ainsi, vous pourriez compter sur l'aide active des travailleurs les plus avancés de tous les pays.

La reconnaissance de l'Union des Républiques Soviétiques est un pas en avant. Mais elle doit être quelque chose de plus que la reconnaissance ordinaire d'un Etat par un Etat. Elle doit être complétée par une alliance véritable entre deux grands groupements d'ouvriers et de paysans et devenir ainsi la base solide autour de laquelle se grouperont les travailleurs de tous les pays à mesure qu'ils chasseront la bourgeoisie du pouvoir.

C'est seulement de cette façon que la paix définitive que vous souhaitez ardemment pourra désormais régner dans le monde.

Pour la réalisation de ces tâches, les travailleurs de Grande-Bretagne et de France doivent mener la lutte côte à côte. Ensemble, ils auront assez de force pour déchirer le honteux traité de Versailles, pour exiger l'évacuation immédiate de la Ruhr et de la Rhénanie, pour délivrer les travailleurs allemands du joug des magnats franco-allemands, pour assurer l'indépendance des peuples coloniaux asservis, pour sauver le monde de la menace fasciste et l'impérialisme meurtrier, et pour écarter définitivement tout danger de guerre.

Vive la solidarité active des travailleurs de France et d'Angleterre.

Le Comité Directeur
du Parti Communiste français !

Le texte de cette lettre fut adopté par le Comité Directeur dans sa séance du 5 février 1924.

**

Résolution sur la question russe

Puis ce fut la question russe, successivement traitée dans plusieurs séances par un délégué de l'Exécutif, par Souvarine, et aussi par un délégué du Parti allemand au cours de son exposé sur la crise du Parti allemand.

A la séance de février, Souvarine, après un nouvel exposé sur la question russe, présenta la motion ci-dessous qui fut adoptée par le C. D. :

Le Parti communiste français a suivi les discussions récentes du Parti communiste russe avec le plus vif intérêt et pris connaissance avec grande

attention des matériaux essentiels à ces discussions.

Le Comité Directeur a bien regretté d'avoir été dans l'impossibilité d'envoyer un représentant à la XIII^e Conférence du Parti russe. Mais il était de cœur et d'esprit avec l'assemblée qui a travaillé, dans l'absence du fondateur irremplaçable du Parti, à donner au Parti les moyens de surmonter ses difficultés passagères, à lui assurer une cohésion indestructible, à lui assigner les tâches dont l'accomplissement marquera de nouvelles conquêtes de la Révolution.

Le Comité Directeur savait que la dernière discussion intérieure du Parti n'était pas la première, et que de chaque controverse de cet ordre, quelque passionnée qu'elle ait pu être, le Parti était toujours sorti renforcé. Cette fois encore il est convaincu de voir son parti frère traverser victorieusement l'épreuve à laquelle il s'est soumis devant le monde de ses ennemis comme de ses amis.

Le Parti communiste français a été appelé déjà, notamment à l'occasion du 4^e Congrès, et auparavant dans un Comité Exécutif élargi, à apprécier avec toute l'Internationale l'attitude du Parti russe. Il a pleinement approuvé la ligne générale de celui-ci dont il est solidaire. S'il arrivait que l'Exécutif se saisisse à nouveau de la question, les représentants du Comité Directeur auraient à suivre les directives générales suivantes :

Le Comité Directeur considère qu'après l'exclusion des groupes « Vérité ouvrière » et « Groupe ouvrier », le Parti russe est épuré de toute fraction inassimilable et que les tendances variées qui se sont exprimées au cours de novembre-décembre-janvier sont toutes inspirées du souci de faciliter la réalisation de la tâche historique du parti du prolétariat et animées d'un égal désir de travailler à la grandeur du Parti et au triomphe de la révolution russe mondiale.

Constatant que les éléments non-communistes, en tant que groupes, sont heureusement exclus du Parti, constatant aussi avec satisfaction la volonté générale de ne pas former ou laisser se former des fractions dans le Parti, faisant confiance à la direction du Parti pour qu'elle suive une ligne de conduite excluant toute possibilité de formation de fractions : Le Comité Directeur estime que le rôle de l'Internationale, dans le cas où celle-ci serait appelée à donner son opinion, serait de rechercher la base sur laquelle le Parti dans son ensemble, rejetant à l'arrière plan toutes les divergences secondaires, est résolu à poursuivre son œuvre fondamentale.

Le Comité Directeur, abstraction faite des erreurs qui ont pu être commises de part et d'autre et que le Parti russe, suivant l'inoubliable exemple de Lénine, a la force de savoir reconnaître lui-même sans attendre la critique extérieure, ne saurait oublier que les camarades momentanément en désaccord sur certaines questions sont tous des artisans valeureux de la Révolution russe et de l'Internationale Communiste et compte sur leur effort réciproque pour maintenir à jamais la plus grande unité du Parti.

Dans toute la mesure où ils en seront capables, les délégués français à l'Internationale contribueront au renforcement de cette unité, gage le plus sûr de la victoire finale du Parti communiste en Russie et dans le monde.

Notèrent contre : Suzanne Giraud, Semard, Treint, se refusant à résoudre une question si importante sans connaître les documents les plus essentiels d'une dis-

cussion qui avait duré plus de trois mois au sein du Parti russe et soulevé les plus grands problèmes politiques et économiques.

**

Résolution concernant les problèmes internationaux mis à l'étude du Comité Exécutif élargi de l'I. C.

A la séance du C. D. du 19 février, Souvarine, se référant à un article sur la crise au sein du Parti frère allemand paru dans la *Correspondance Internationale* du 12 février, présenta, après un court exposé sur la question, une résolution qui souleva une vive discussion.

Le secrétariat lui opposa une autre résolution. Finalement, des deux textes, on fit la résolution suivante qui fut unanimement acceptée par le C. D. :

Le Comité Directeur, dans sa séance du 12 février 1924, a décidé la tenue d'un Conseil National avant le Comité Exécutif Élargi de l'I.C.

Il a demandé des matériaux pour que les sections et fédérations puissent se documenter sur les questions à l'ordre du jour. Sur la question allemande, le Parti français a contribué avec toute l'Internationale à sauvegarder l'unité du Parti communiste allemand sur la base des décisions de l'Exécutif et des derniers Congrès.

Il n'a jamais pris le parti d'une tendance du Parti communiste allemand contre l'autre. La lettre adressée par la direction du Parti français à la gauche allemande en novembre sur les propositions du secrétaire du Parti, fut écrite dans le but exclusif de contribuer à maintenir l'unité et non de blâmer une tendance ou d'en soutenir une autre.

Le Comité Directeur demande aux Fédérations et sections de ne procéder à aucun vote avant que les documents indispensables pour une discussion sérieuse aient été mis à leur disposition.

**

Déclarations de Monatte au Comité Directeur du 18 mars 1924

Cependant, les exposés successifs des délégués du P. A. et de l'Exécutif projetèrent un peu plus de lumière sur toutes ces questions. Aussi, un certain nombre de membres du C. D., d'une part, et Sellier, secrétaire général, et Chassigne, secrétaire des Jeunesses, d'autre part, rédigèrent des thèses destinées à faire prendre nettement position à l'organisme central du Parti.

Une première commission, puis une deuxième, furent chargées par le C. D. de fondre si possible les deux thèses, peu différentes d'ailleurs en général. La deuxième commission aboutit, et c'est ainsi que les thèses publiées dans le précédent numéro du B. C. furent adoptées.

Voteurent contre Monatte et Souvarine. Rosmer déclara s'abstenir et donna sa démission du Bureau politique. Monatte appuya son vote de la lecture de déclarations dont il demanda la publication dans le B. C.

Les voici :

D'où provient la crise qui s'est produite au sommet du Parti, au cours de ces dernières semaines, et juste au lendemain du Congrès de Lyon ?

La défaite allemande d'octobre, la crise russe, l'avènement au pouvoir du Labour Party n'en fournissent pas la cause première, car bien avant octobre existait un malaise assez sérieux pour amener l'intervention de l'Internationale. Ces grands événements n'ont fait que l'aggraver. Aujourd'hui, non seulement le Parti a mal à la tête, mais ses membres fonctionnent mal. Cela, à un moment où il devrait avoir besoin de toutes ses forces et de tous ses moyens.

Très souvent la difficulté n'est pas d'accomplir son devoir, mais de le connaître. C'est évidem-

ment le plus difficile dans la crise présente du Parti. On ne la guérira pas au moyen d'une résolution d'unanimité votée au sein du Comité Directeur. La rechute serait trop proche et trop certaine.

La fièvre tenace du sommet tient pour une large part au fait que depuis plus d'un an la direction du Parti s'est chargée seule de l'examen de toutes les questions sans appeler le Parti à y collaborer. Elle a voulu lui éviter la peine de penser. Le centralisme mécanique n'a été bon ni pour la tête ni pour les membres.

D'aucuns veulent aujourd'hui classer et diviser le Parti d'après les problèmes qui se posent dans l'Internationale et sur lesquels le Parti, même dans sa direction, est, de façon notoire, insuffisamment renseigné. Certes, le Parti a longtemps mérité le reproche de se désintéresser de ce qui se passait dans l'Internationale ; il ne s'en déchargera pas en tranchant de tout aujourd'hui à la légère, sans information et sans réflexion, non plus qu'en se désintéressant de ce qui se passe chez lui.

Le Parti compte trop d'organismes existant surtout sur le papier. Si l'on juge des autres par celui qui a fait le plus de bruit au cours de l'année dernière, c'est-à-dire par les Commissions syndicales, on est en droit de craindre que rien ne fonctionne. Les Commissions syndicales fédérales ont peut-être un secrétaire sur les registres, encore n'est-ce pas sûr, mais elles ne vivent pas réellement. Les Commissions syndicales de sections communistes importantes, aussi bien que les Commissions syndicales de syndicats, n'existent pas davantage. Tout le réseau des Commissions syndicales est donc à créer. L'effort improvisé d'avant Bourges, destiné à répondre aux attaques des adversaires, n'a pas été soutenu et développé.

On nous dit qu'une nouvelle phase du front unique commence. Ailleurs peut-être, ici non, car la France n'a autant dire pas appliqué le front unique. Elle n'a pas su manier cette tactique. Et elle ne l'a pas su parce qu'elle n'y a trop souvent vu qu'un moyen de manœuvrer l'adversaire et non pas un moyen d'entraîner la classe ouvrière à une action donnée. Le front unique exige des mots d'ordre judicieux et clairs, traduisant les nécessités du moment et les besoins de la classe ouvrière. Faute de ces tremplins d'action, le front unique ne peut être qu'une vaine et parfois dangereuse gymnastique oratoire. Le front unique est le moyen pour les communistes d'enfoncer le coin révolutionnaire ; dans la réalité, il exige l'esprit ouvrier et le sens révolutionnaire et non pas certain esprit doctrinal toujours prêt à bénir ou à maudire le travail fait ou projeté.

Expliquer la crise française et toutes les autres crises par le passage d'une vague de menchevisme dans l'Internationale est une explication peut-être savante mais sûrement paresseuse, car elle rend inutile tout effort national particulier : pas besoin de s'inquiéter, le remède unique opérera.

Crise allemande

Il paraît que le Parti français a soutenu la droite du Parti communiste allemand. Celui qui sera surpris de l'apprendre, c'est bien le Parti français. Il n'a pas plus été avec la droite qu'avec le centre ou qu'avec la gauche ; il a été avec son Parti frère tout entier et avec la Révolution allemande.

Insuffisamment renseigné, mal renseigné, il est certain que nous l'avons été avant et après la retraite d'octobre. Tout d'abord par les camarades

qui avaient vu des centaines de milliers de fusils là où il n'y en avait pas la trentième partie. Ensuite, par les correspondants de l'Humanité et par les délégués du Parti. Il ne suffit pas d'écrire ou de signer le texte des 14 (1) pour se laver du reproche d'aveuglement. De même qu'il ne suffit pas de faire son mea culpa sur la poitrine du voisin ou bien encore sur le sein de la déesse abstraction.

La crise russe

Toujours d'après certains, le Parti aurait encore soutenu l'opposition russe et les tendances petites-bourgeoises qui se seraient manifestées dans certaines sections de l'Internationale. Nous ne pouvons croire que l'opposition russe soit animée d'un esprit mencheviste ; s'il en était ainsi, on ne comprendrait pas que 99 % de ses revendications aient été incorporées dans la résolution du Comité Central de décembre.

Nous ne croyons pas que notre Parti soit en mesure d'intervenir dans la crise russe, d'abord parce que la clarté est loin d'être suffisante pour le Parti français, l'essentiel de la littérature sur la question ne lui a pas été soumis encore ; cette littérature demande évidemment à être éclaircie par les discussions orales d'un Exécutif Elargi ou d'un Congrès ; reste même à savoir s'il est possible de prendre raisonnablement parti sur le fond du débat. Le différend russe ne provient pas de heurts de personnalités, mais des solutions proposées de part et d'autre sur les problèmes de l'économie russe. Bien heureux ou bien présomptueux ceux d'ici qui peuvent distribuer le blâme ou la palme à ceux qui les dépassent de cent coudées. Pour nous, qui ne sommes nullement aveuglés par l'amitié, car en ce cas nous serions aveuglés des deux parts, nous pensons que le Parti russe doit résoudre lui-même son conflit, en ne perdant pas de vue qu'il porte le sort de la première révolution sociale et de l'Internationale Communiste entière, qui n'ont pas trop l'une et l'autre, pour compenser la faiblesse de partis comme le Parti Communiste français, de toutes leurs forces.

La question anglaise

Enfin, le Parti aurait soutenu les illusions pacifistes et réformistes créées par l'accession au pouvoir du Labour Party. Pour tous, c'était l'arrivée au pouvoir du secrétaire de la II^e Internationale et du président de l'Internationale d'Amsterdam ; il n'y avait pas d'illusion quant à l'issue de l'expérience. Mais on peut différer sur les moyens de suivre cette expérience et d'en tirer la leçon de manière à ce qu'elle soit comprise des ouvriers anglais.

N'oublions pas ce qui s'est produit en Bulgarie et qu'une soi-disant rigidité doctrinale a empêché de comprendre les nécessités de l'action révolutionnaire à une heure critique.

En conclusion, le Parti ne peut sortir de sa crise par la vertu d'une résolution d'unanimité, ni même en portant, ce qui est indispensable, la discussion de tous ces problèmes devant l'ensemble du Parti.

Il n'en sortira qu'en faisant d'abord son propre travail, qu'en se liant chaque jour davantage avec la classe ouvrière, qu'en ne se figurant pas que l'Internationale a besoin de courtisans. Celle-ci attend autre chose de sa section française.

(1) Le premier texte soumis au Comité directeur portait la signature de 14 membres du C. D.

Le changement de Direction du « Bulletin Communiste »

Enfin, ce fut l'incident de la « Lettre aux Abonnés du Bulletin » qui occupa la plus grande partie du C. D. du 25 mars.

Le B. P., qui, malgré plusieurs interventions auprès de Souvarine, n'avait pu obtenir de lui qu'il cessât ses polémiques personnelles et inamicales contre Treint, ni qu'il publiât sa réponse, avait décidé, dans sa séance du 6 mars, que Souvarine rejoindrait son poste à l'Exécutif à Moscou et qu'il serait remplacé pendant son absence, au Bulletin Communiste, par Calzan.

Mais Souvarine protesta par une « Lettre aux Abonnés du Bulletin », et fit appel à une souscription pour la création d'une Revue marxiste.

Le B. P., puis le C. D. décidèrent alors d'enlever à Souvarine la direction du Bulletin et de publier dans l'Humanité la lettre aux abonnés et une déclaration qui rétablirait les faits.

Voici ces deux documents :

Lettre aux abonnés du « Bulletin Communiste »

Camarades,

A partir de cette semaine le Bulletin Communiste, que le soussigné avait fondé en 1920 et dirigé pendant quatre ans, sera remis en d'autres mains.

Il ne nous a pas même été donné la possibilité de fournir aux lecteurs, aux abonnés, aux camarades qui ont, pendant ces quatre années, soutenu le Bulletin et encouragé son directeur, la moindre explication.

Vous trouverez naturel que nous tenions à prendre congé de ces amis connus et inconnus dont l'appui nous a permis de travailler de toutes nos forces, durant ces quatre ans, à faire une publication digne de la cause du prolétariat.

Ceux qui ont présentes à l'esprit l'histoire de notre jeune mouvement communiste français, les luttes et les crises qui ont marqué les étapes de son développement, savent ce qu'a été le Bulletin sous notre direction et la trace qu'il laisse.

Nous avons la fierté de n'avoir rien à regretter de ce que nous avons écrit et fait dans le Bulletin à travers les difficultés de la tâche et les épreuves de la lutte. Les connaissances et l'expérience acquises depuis la fondation du Bulletin n'ont pu que nous confirmer dans nos convictions en les rendant de plus en plus précises et claires.

Notre travail, nos opinions, nos thèses sont soumis au jugement de tous. Nous nous y exposons sans crainte, avec la certitude que le Parti communiste et le prolétariat révolutionnaire sauront reconnaître, tôt ou tard, ceux qui les ont servis dignement.

Nous attendons avec confiance l'appréciation de ceux qui nous ont si longtemps soutenu de leur confiance, et qui auront, en définitive, à se prononcer sur le point de savoir si nous avons cessé d'en être digne. A mesure que les questions actuellement discutées dans le Parti s'éclairciront, l'ensemble des militants comprendra mieux la signification du changement de direction du Bulletin.

Nous écrivons ces choses tranquillement, comme un homme qui entend placer sa conscience révolutionnaire au-dessus des intrigues et des préoccupations vulgaires de certains et qui dit un adieu définitif au journal qu'il a créé, maintenu et dirigé à travers bien des orages de la vie publique. Jamais plus la question ne se posera pour nous de reprendre la direction du Bulletin. Et nous pouvons en parler en toute sérénité.

Nous voici désarmé, privé de tout moyen d'expression et de défense : il ne manquera pas de philistins pour en profiter. Celui qui s'est jeté sans réserve dans la lutte, qui s'est livré tout entier, qui a toujours parlé sans fard selon ses convictions, qui n'a pas craint d'attaquer les hommes quand il le fallait pour atteindre les idées, qui a rompu tous les liens d'amitié paralysant ses mouvements dans le combat pour l'expérience du Parti, qui a heurté des ambitions, déjoué des manœuvres et brisé des convoitises, — celui-là doit s'attendre à la coalition de toutes les rancunes, de toutes les haines au moment difficile. Ce moment est venu, et nous nous attendons à tout.

Quoi qu'on dise et qu'on fasse maintenant que nous sommes dans l'impossibilité de répondre, nous maintiendrons avec constance et fermeté nos opinions, qui sont inspirées du souci de servir la classe ouvrière et dictées par l'intérêt de l'Internationale Communiste, de la révolution. Nous avons la certitude qu'elles gagneront le noyau sain et le plus conscient du Parti. Nous avons connu déjà des heures plus difficiles que celles d'aujourd'hui, et nous avons été lapidé par le Parti que nous servions, avant qu'il nous donne raison. Puisse seulement la nouvelle direction imprimée au Parti ne pas lui coûter trop cher, puisse la nouvelle épreuve qui nous trempera ne pas être trop chèrement payée.

Renté dans le rang, nous continuerons de travailler pour le communisme comme nous l'avons toujours fait, et avec la satisfaction du devoir accompli. Nous dédaignerons de recourir à l'auto-plaidoyer. La vie, le travail et la lutte sélectionneront les militants. Nous voulons seulement mettre en garde les camarades mal instruits contre la version tendancieuse mise en circulation pour justifier notre révocation.

Les auteurs de cette mesure ne tiennent pas à en donner ouvertement les motifs. Ils invoquent des raisons mesquines dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne les grandissent pas. Ils prennent prétexte, en désespoir d'argument, de prétendues « discussions personnelles », comme si, à défaut de ce prétexte, ils n'auraient pas su en forger d'autres ; comme si nous avions fait autre chose que nous défendre contre les attaques les plus personnelles et les moins légitimes qui soient ; comme si une telle décision était en proportion de la raison mise en avant ; comme si les vraies raisons n'avaient pas été avouées imprudemment au Comité Directeur ; comme si les faits n'infirmait pas cette pauvre justification.

Il nous suffira de constater que la campagne ourdie par une fraction et sourdement menée contre nous, à propos de notre point de vue sur les discussions du Parti communiste russe, date de deux mois déjà ; qu'un mot d'ordre circulait dans certaines sections et fédérations pour faire voter ces motions contre notre direction du *Bulletin* ; que de telles motions ont été votées à la faveur de l'ignorance où se trouvaient les assemblées ; que le Comité fédéral de la Seine avait pris une telle délibération, il y a un mois, en même temps qu'un secrétaire du Parti proposait au Comité Directeur de nommer un Comité de trois membres pour diriger le *Bulletin*. Ce dernier fait, à lui seul, suffirait à détruire toute valeur des prétextes officiels.

Mais on préfère étouffer les considérations politiques en se flattant de l'illusion qu'on peut abattre plus sûrement un contradicteur par des moyens subalternes. Soit. Ce n'est pas cela qui empêchera la vérité de se faire jour.

Nous ne retirons pas un mot de nos écrits sur la question russe. Nous avons dit honnêtement, et aussi discrètement que possible, ce que nous approuvions ou réprouvions des opinions opposées. Il a suffi que nous nous refusions à discréditer « l'opposition », à taxer des hommes comme Trotsky ou Radék de « menchevisme », pour que nous nous trouvions en butte aux pires diffamations et nous condamnions à essayer les attaques les plus déloyales... Il n'importe. Si nous avions à recommencer, nous le ferions. Nous acceptons de grand cœur d'être frappé pour avoir essayé de travailler à l'unité du Parti communiste russe. Nous l'avons fait dans l'intérêt de la révolution dont nous sommes sûr d'avoir conscience aussi bien que qui-conque.

L'Internationale a besoin de sections conscientes et agissantes, dont la clairvoyance révolutionnaire fera sa grandeur. Toute section qui renonce à apporter sa part dans l'élaboration de l'opinion collective de l'Internationale, qui perd de vue l'intérêt supérieur du mouvement communiste pour donner le pas à des intérêts de fraction, se place au-dessous de son rôle historique et dessert la cause qu'elle a mission de servir. Dans les circonstances présentes, les difficultés passagères du Parti russe privé de l'autorité décisive de Lénine imposent à l'Internationale le devoir d'intervenir dans le sens de l'unité du Parti, non abstraite ou formelle, mais précise et concrète : nous entendons par là une intervention tendant à assurer la continuation de l'œuvre révolutionnaire par ceux qui l'ont commencée et menée ensemble, donc à créer les conditions prati-

ques de collaboration des divers courants. Il existe pour réaliser cette tâche une base excellente : c'est la résolution du Comité Central sur la démocratie ouvrière, de l'application de laquelle dépend l'avenir du Parti. Faisant confiance au Comité Central pour qu'il applique cette résolution et suive une ligne politique juste excluant la possibilité de formation de fractions, nous avons eu l'approbation du Comité Directeur du Parti français unanime, moins deux voix, pour cette conception. La majorité ayant changé d'avis se donne aujourd'hui le rôle de rappeler à l'ordre du bolchevisme des communistes russes dont on ne peut dire sans injustice qu'ils faillissent à leur devoir. Nous ne le suivrons pas et défendrons notre point de vue que nous tenons pour conforme à l'intelligence du bolchevisme.

Nos idées ne sont pas à la merci d'un remous ni d'un coup de vent. Nous répugnons à la démagogie et ne hurlons pas avec les loups. Nous avons marché souvent contre le courant. Nous savons ce que c'est que d'être en minorité. Nous maintiendrons contre les erreurs et les déviations, d'où qu'elles viennent, notre opinion ferme de révolutionnaire qui peut ou moins prétendre à la supériorité de n'être guidé que par le souci de servir la révolution.

Salut communiste.

Boris SOUVARINE.

P.-S. — Comme lecteurs du *Bulletin Communiste*, vous connaissez notre projet, depuis longtemps caressé, de faire une revue d'étude et de critique marxistes, traitant de questions politiques, historiques, économiques, et de la vie ouvrière et de la doctrine communiste.

Libéré de nos responsabilités de Parti, nous avons maintenant la possibilité de faire cette revue. Il ne nous manque que les moyens matériels.

Si se trouvait seulement cinq cents camarades s'intéressant à notre idée, ayant confiance dans sa réalisation, et capables de souscrire immédiatement un abonnement de 20 numéros à 2 francs le numéro, nous pourrions mettre notre plan à exécution.

Cinq cents camarades, 20 numéros à 2 francs chaque, cela nous procurerait tout de suite 20.000 francs. Certains camarades pourraient souscrire pour 40 numéros, d'autres d'ailleurs pour 10. Il y en a même qui, ayant en nous une grande confiance, pourraient nous envoyer un billet de cent francs, qui davantage.

Nous nous adressons donc à vous, camarades qui nous avez jugé à l'œuvre depuis plusieurs années. Et nous vous disons : si vous croyez que nous sommes capable de faire la revue dont on a tant parlé et que cette revue rendra des services au mouvement ouvrier et au Parti, faites le geste nécessaire sans attendre. Souscrivez immédiatement votre abonnement. Et nous sommes sûr que nous constituerons très rapidement un cercle de lecteurs qui assurera l'existence de la revue.

Aucun collaborateur ne sera payé. Les frais seront réduits au minimum. La revue vivra, avec l'aide de ses lecteurs. L'idée peut être réalisée en quelques jours. Quand nous avons créé le *Bulletin*, nous l'avons improvisé en quarante-huit heures : il a duré plus de quatre ans.

Si nous ne recueillons pas les souscriptions nécessaires, nous renverrons l'argent aux souscripteurs, bien entendu.

Adressez la correspondance à Boris Souvarine, rue Montmartre, Paris.

Déclaration du Comité Directeur

Le camarade Souvarine a contrevenu deux fois consécutives aux décisions du Bureau politique et du Comité directeur :

1° *En remplaçant d'autorité, dans le Bulletin Communiste, un fillet supprimé, par un autre fillet mettant en cause la direction du Parti ;*

2° *En faisant éditer et adresser aux abonnés du Bulletin une lettre contraire à la discipline du Parti, tant par le procédé lui-même que par le texte du document.*

Le camarade Souvarine vient de demander au Bureau politique, au nom de la liberté d'opinion

dans le Parti, que le texte de cette lettre soit publié dans le prochain numéro du Bulletin. Le Bureau politique a décidé de donner à cette lettre une publicité beaucoup plus large et les lecteurs de l'Humanité en trouveront ci-dessous le texte intégral, en même temps qu'ils trouveront ci-contre le texte de la thèse votée le 18 mars par le Comité directeur du Parti.

Quinze mois durant, le camarade Souvarine a disposé librement de la plus grande faculté d'exprimer sa pensée, tant dans l'Humanité qu'au Bulletin Communiste qu'il dirigeait.

Aujourd'hui, le camarade Souvarine a pris, sur des questions essentielles, une position nettement opposée à celle de la direction du Parti. Cette dernière, en de pareilles conditions, ne pouvait que faire jouer les règlements du Parti, tant en ce qui concerne la direction politique de la presse que la discipline, dont le Comité directeur doit répondre devant le Congrès.

Les ouvriers membres de notre organisation qui respectent scrupuleusement pour leur compte la discipline du Parti ne comprendraient pas que les militants les plus responsables bénéficient d'un régime de faveur.

Il importe d'ailleurs de rappeler que la résolution, plaçant de la façon la plus rigide tous les organes de la presse du Parti sous le contrôle direct et permanent de la direction du Parti, a été rédigée entièrement à Moscou par le camarade Souvarine.

L'écrasante majorité qui s'est rassemblée, au sein du Comité directeur, sur la thèse dont le texte est publié ci-contre, atteste devant le Parti tout entier la cession de la direction désignée par le Congrès de Lyon.

Nous sommes sûrs de refléter l'opinion unanime du Parti en déclarant qu'au début d'une bataille politique aussi sévère et aussi importante que celle qui va s'ouvrir, le Parti et sa direction ont autre chose à faire que de s'arrêter à telle ou telle manifestation personnelle, d'où qu'elle vienne.

La vigueur et l'unanimité avec lesquelles le Parti communiste va entrer dans la lutte démontrera que la presse bourgeoise et dissidente a eu tort d'espérer que l'incident banal, encore que regrettable, n'aurait d'ailleurs complètement déformé et exagéré, serait susceptible d'entraver, si peu que ce soit, la marche en avant du Parti.

LE COMITE DIRECTEUR DU PARTI.

100.000 Ouvriers de plus dans le Parti Communiste

Notre Parti reçoit en ce moment tout un flot d'ouvriers travaillant à l'usine. Les meilleurs — un sur dix environ — de ceux travaillant dans l'industrie nationalisée s'affilient avec enthousiasme, parfois avec ferveur.

Ce fait acquiert une importance profonde, en connexion avec le développement lent mais certain de notre vie économique et avec l'amélioration de notre situation internationale.

On peut considérer l'adhésion de 100.000 nouveaux membres ouvriers à notre Parti comme une chose faite, du moins dans sa première phase. Nous dépasserons même vraisemblablement ce chiffre. Dans la mesure où il s'agit d'augmenter les effectifs de notre Parti, de le rendre plus ouvrier, la tâche est accomplie.

Notre nouvelle promotion communiste est une promotion léniniste. Il va sans dire que tout notre Parti a été formé par Lénine et que ceci s'applique plus particulièrement au cadre de vieux ouvriers bolcheviks qui constitue le ciment de notre Parti. La promotion actuelle est léniniste en ce sens qu'elle se rattache, elle, directement, à la mort de Lénine. Mais on ne peut douter que ces 100.000 ouvriers fussent, un peu plus tôt, un peu plus tard, venus à nous. La récolte actuelle de notre Parti lui a été préparée par les dernières années de travail.

Dès décembre 1922, notre organisation de Léninograd envisageait la nécessité de provoquer l'adhésion de nouveaux éléments ouvriers travaillant en usine. Une résolution de la Conférence du Parti de Léninograd faisait de cette question la question capitale dans le travail courant. Dès alors, l'affluence des ouvriers au Parti commençait à se faire sentir. En janvier-mars 1923, l'organisation de Pétrograd en avait reçu 61 ; en avril-juin, 648 ; en juillet-septembre, 395 ; en octobre-décembre, 2.183.

Depuis la mort de Vladimir Ilitch, ce recrute-

ment a fait un bon prodigieux. A Léninograd, il a au moins quintuplé, presque décuplé dans certains arrondissements. On observe les mêmes phénomènes à Moscou, dans le Donetz, dans le gouvernement de Nijni-Novgorod, à Bakou, à Toula. Dans les deux capitales seules, 50.000 ouvriers viennent d'adhérer au Parti.

Et il ne s'agit pas exclusivement de jeunes ouvriers. Nombre de nos nouveaux adhérents ont déjà milité par le passé. Ce sont les prolétaires les plus actifs (ouvrières déléguées aux conférences de femmes, délégués d'usines aux syndicats, membres sans parti de Comités d'usines). Nombre d'entre eux ont déjà passé par nos écoles, fréquenté nos réunions, etc. Ce sont des prolétaires authentiques, de race, profondément attachés à la production. La mort de Vladimir Ilitch, touchant la classe ouvrière russe jusqu'au fond de l'âme, a hâté leur adhésion.

Nous voyons là s'accomplir un événement de la plus haute importance. Jusqu'à présent, nous avions, dans notre Parti, un peu plus de 150.000 ouvriers, dont 50.000 travaillant en usine et 100.000 (en chiffres ronds) remplissant des fonctions syndicales, appartenant aux cadres du Parti, à l'administration soviétiste, à l'Armée rouge. Nous aurons désormais 250 à 300.000 ouvriers dans le Parti, dont 150 à 200.000 travaillant à l'établi. Le rapport des forces dans le Parti est brusquement modifié. La composition sociale du Parti s'améliore. Le Parti s'ouvrière. Ce chiffre de 150.000 — au moins — aura une tendance à s'accroître. La révolution prolétarienne a de larges réserves (1.500.000 ouvriers d'industrie), réserves qui s'accroîtront au fur et à mesure que se relèvera notre industrie nationalisée. D'autre part, le chiffre de 100.000 ouvriers remplissant des fonctions administratives, politiques et autres est, en somme, un chiffre maximum. Nous nous efforcerons de ne pas l'augmenter. Jusqu'à

présent, les ouvriers demeurés à l'usine comptaient dans notre Parti pour 12 % ; les voici 32 %. Un grand pas est fait. Au total, nos membres ouvriers étaient 46 %. Les voici 58 %.

Le Parti ne doit pas se contenter de ce résultat. Par des mesures progressives, mûrement réfléchies, rationnelles et prudentes, nous allons tâcher, avec le concours de l'élément ouvrier le plus mûr, d'éliminer le peu qu'il y reste çà et là parmi nous, d'éléments étrangers au communisme. Puis, surtout, nous tâcherons, de mois en mois, d'année en année, de renforcer dans le Parti la masse ouvrière qui doit en être le noyau essentiel.

Les ouvriers travaillant en usines formeront maintenant le tiers de notre Parti. Le programme minimum qui doit être le nôtre, c'est d'avoir à brève échéance, dans le Parti, 75 % au moins d'ouvriers, dont 50 à 60 % au moins participant directement à la production. En raison du relevement économique, ce n'est pas utopique. Ce programme minimum, je crois que le Parti l'aura rempli en un couple d'années.

Quant à notre programme maximum, pour l'accomplissement duquel il nous faudra trois ou quatre ans, ce sera : *1 million de membres dans le P. C. R., dont 900.000 ouvriers participant directement à la production !*

« 1 million de membres, voilà un mot d'ordre qu'il faut lancer tout de suite », écrivions-nous il y a quelque cinq années, avec l'approbation entière de Lénine. Notre article parut dans la *Pravda* le 21 septembre 1919, précédé d'une courte note de Vladimir Ilitch. « Cet article, y était-il dit, mérite d'être reproduit dans toute notre presse. Il faut que partout, comme à Pétrograd, nos militants se mettent à épurer énergiquement le Parti de ceux qui y viennent pour les avantages du pouvoir et à y faire entrer, par contre, les meilleurs des ouvriers et des paysans. » Alors pourtant, en 1919, ce mot d'ordre était prématuré. Au cours des prochaines années, il sera tout indiqué. Il faudra seulement le compléter comme nous venons de le faire : 1 million, dont 900.000 producteurs.

Le temps se rapproche où la quantité se transformera en qualité : les sympathies de la classe ouvrière pour notre Parti deviendront peu à peu si fortes que nos organisations rassembleront la majorité des ouvriers d'industrie de l'Union Soviétique.

Dans la résolution du II^e Congrès de l'Internationale Communiste sur le rôle du Parti (dont j'écrivis la minute qui fut approuvée en commission par Lénine) il est dit :

« Tant que le prolétariat n'a pas conquis le pouvoir politique, tant que le prolétariat n'a pas définitivement affermi sa domination et écarté le danger d'une restauration bourgeoise, le Parti communiste ne groupera, en règle générale, qu'une minorité ouvrière. Avant la prise du pouvoir et pendant la période de transition, le Parti communiste peut, à la faveur de certaines circonstances, jouir d'une influence politique idéologique sans partage sur tous les milieux prolétariens, mais ne peut les organiser dans ses rangs. Ce n'est qu'après que la dictature du prolétariat aura arraché à la bourgeoisie des moyens d'action aussi puissants que la presse, l'école, le Parlement, l'Eglise, l'administration, après que la défaite définitive de l'ordre bourgeois sera devenue évidente que tous les ouvriers ou presque tous viendront au Parti communiste. »

L'Union Soviétique se rapproche de ce moment, c'est l'évidence même. Le tout est maintenant de savoir ce que durera la « période de transition », combien de temps s'écoulera avant que le P. C. R. groupe tous ou presque tous les ouvriers russes.

Si nous progressons comme nous avons progressé depuis deux ans, ce sera bientôt. La reconnaissance des droits de l'Union Soviétique par l'Angleterre, l'Italie, la Norvège, le succès des débuts de la réforme financière, l'afflux des ouvriers au Parti — pour ne citer que trois faits récents — montrent combien on a eu tort de dire que ce pays allait aux abîmes. Ce pays ressuscite et se fortifie. Notre Parti — dont on a dit qu'il s'était ossifié et bureaucraté — entame un chapitre nouveau, important et fécond, de son histoire.

Dès son XI^e Congrès (1921), nous disions :

« Si la vie économique du pays renaît, toute la classe ouvrière viendra à nous. »

Au XII^e Congrès (1922), nous disions :

« Nous avons fait en quelque sorte, pour la deuxième fois, la conquête de la classe ouvrière. »

Et l'on nous accusait de professer un optimisme exagéré.

Mais Trotsky écrivait, au cours de la récente discussion du Parti :

« Une sérieuse modification de la composition du Parti, après laquelle les Comités d'usines en constitueraient les deux tiers, ne peut être obtenue que très lentement grâce à des succès économiques très sérieux... »

Ce que nous voyons s'accomplir depuis quelques semaines montre que notre optimisme (notre optimisme vis-à-vis de la classe ouvrière, notre foi en ses forces créatrices), n'était pas dénué de fondement.

L'éparpillement, la disqualification du prolétariat ont pris fin. Notre Parti va s'ouvriériser. Il entre dans une nouvelle phase de son existence. C'est bien le cas de parler d'une nouvelle époque.

Maintenant que nous avons perdu Lénine, nous devons reporter une attention plus perspicace encore sur la composition sociale du Parti. Nous devons nous demander comment assurer l'orientation bolchevique léninienne du Parti de la révolution d'octobre. L'une des principales garanties de cette orientation, c'est la composition prolétarienne du Parti même. Le Parti doit devenir essentiellement ouvrier sans perdre de vue qu'il exerce la dictature dans un Etat ouvrier et paysan et doit, par conséquent, embrasser un certain nombre de paysans communistes, d'employés communistes, d'intellectuels communistes.

En tout cas, ce qui se passe a, pour ses destinées futures, la plus grande importance.

G. ZINOVIEV.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Le Caractère de la Dictature militaire en Espagne

En analysant l'origine et le développement de la dictature militaire en Espagne, nous trouvons difficilement tous les facteurs qui, dans d'autres pays, ont caractérisé le fascisme. Le coup d'Etat du 13 septembre n'a eu comme antécédent aucun mouvement d'opinion bourgeoise dont il aurait été l'explosion violente. La bourgeoisie conduisait son activité répressive dans un autre sens, lorsque, tout d'un coup, un groupe de généraux s'empara du pouvoir.

Le problème des responsabilités

Au cours du xx^e siècle, l'Espagne a dépensé ses énergies, son or et des milliers d'existences dans une aventure stérile au Maroc. En dehors d'un nombre réduit de capitalistes miniers et de l'armée, qui trouvaient dans cette campagne une possibilité de primes et d'avancements, personne ne justifiait cette entreprise guerrière. Chaque opération soulevait les protestations populaires. Cependant, la *Compagnie Générale des Mines du Rif* et la clique militaire sacrifiaient toujours les vies de la jeunesse ouvrière et paysanne.

Dans ces conditions, survint l'été 1921 ; une défaite terrible coûta la perte de 10.000 soldats. Un général qui commandait un secteur au Maroc entreprend, d'accord avec le monarque et par-dessus la tête du général en chef, une opération pleine de périls. Des milliers de jeunes trouvent la mort et aussi le général belliqueux. Les Marocains, dans leur offensive, arrivent jusqu'aux portes de Mellila. L'inefficacité du sacrifice saute aux yeux et l'on constate la démoralisation des troupes, l'incapacité technique du commandement, les ambitions guerrières du roi. Le discrédit de l'armée provoque son entière démoralisation.

Un fort mouvement surgit en Espagne pour la recherche des responsabilités (pro-responsabilidades). Les grands secteurs de la petite bourgeoisie et du prolétariat s'élèvent pour demander l'épuration des responsables du désastre d'Annual. Les Chambres de commerce, les Ligues agrariennes, les centres intellectuels s'expriment en faveur du châtimement des coupables. Même dans l'armée se dessine un mouvement « *pro-responsabilidades* », au fond réactionnaire et impérialiste, puisqu'il proposait, pour reconquérir le prestige perdu, de poursuivre la campagne guerrière avec honneur.

Grâce à cette campagne « *pro-responsabilidades* », survint la rupture entre les politiques bourgeois gouvernementaux et l'armée. Les premiers attribuaient la défaite à l'incapacité technique des militaires et mettaient à découvert, pour se sauver, le roi Alphonse XIII lui-même, qui s'écartait petit à petit des gouvernants pour s'identifier tous les jours un peu plus avec la caste militaire. De son côté, l'armée essayait de situer le problème des responsabilités sur un plan exclusivement politique et gouvernemental. Au dire des militaires, la défaite procédait de l'incapacité directrice des ministres. En face de ces deux groupes, l'opinion générale du pays accusait les deux comme coupables.

Peu à peu grandit l'hostilité dans le pays et un désir général se manifesta d'imposer un châtimement sévère aux coupables. Le gouvernement, par la pression de l'opinion publique plutôt que du Parlement, fut forcé d'entreprendre une enquête

officielle d'où il ressortit de graves responsabilités pour les grands chefs de l'armée et pour quelques ex-ministres civils.

Aux élections législatives du mois d'avril dernier, presque tous les partis politiques bourgeois et socialistes inscrivent dans leurs programmes électoraux l'épuration des responsables.

Les militaires s'étaient gagnés la haine de tout le pays. Leurs seuls défenseurs étaient les gros industriels de la Catalogne. Les militaires qui avaient été les bourreaux de Barcelone et les industriels catalans étaient unis par leur désir d'instaurer un régime d'oppression et de réaction.

La situation économique

D'un autre côté, la situation économique du pays, d'une prospérité artificielle pendant la guerre, avait empiré sérieusement.

La guerre avait eu une répercussion sur la production minière de charbon et de fer, sur l'industrie métallurgique et, par voie de conséquence, sur la flotte marchande. La production s'était élevée à un degré jusqu'alors inconnu. Les demandes de minerai étaient nombreuses de la part des nations combattantes. La guerre avait diminué la production des plus importants bassins miniers d'Europe, elle avait besoin de produits métallurgiques. Les titres des sociétés de navigation multiplièrent leurs valeurs. Le capital bancaire augmenta aussi son activité. De nouvelles banques s'ouvrirent et des succursales des banques déjà existantes. On créa des banques qui spéculent sur les fluctuations des devises étrangères sans un crédit solide, groupant dans leurs Conseils d'administration des politiciens bourgeois de toutes les nuances.

La paix mit à nu le caractère artificiel de cette prospérité économique. Une fois la spéculation entravée, toute l'activité industrielle et bancaire disparut. L'industrie espagnole étant rudimentaire, ne peut pas résister à la concurrence de l'industrie étrangère. Lorsque la crise industrielle se manifesta, les capitalistes espagnols, qui n'avaient rien fait en prévision de la paix, se mirent sous la protection de l'Etat. Celui-ci leur accorda son aide sous forme de primes sur les fonds du Trésor, en particulier aux sociétés de mines de charbon et de chemins de fer. Le capital bancaire aussi eut à souffrir des conséquences de la paix. On dut fermer quelques succursales et plusieurs banques firent faillite. La faillite la plus importante fut celle de la Banque de Barcelone, dont le principal inspirateur était Cambo, le représentant du capitalisme catalan. L'action menée par cette banque a été un des cas les plus extraordinaires d'agiotage financier.

Cette période de prospérité passagère, si elle n'a pas eu de conséquences pour l'avenir de l'industrie espagnole, par contre elle en a eu pour le prolétariat, dont l'esprit de classe s'est vu renforcé. Les syndicats prennent un développement inouï. Des grèves formidables éclatent partout, et l'on remarque l'instinct stratégique des masses ouvrières. De 1917 à 1921, il y a en Espagne de grands mouvements de classe où les travailleurs ne posent pas toujours de revendications d'ordre économique, mais d'ordre politique et moral.

Les paysans des campagnes se réveillent aussi. Les mouvements des prolétaires des campagnes

d'Andalousie bouleversèrent toute la quiétude sociale espagnole. Une répression brutale mit un terme à ce renouveau de l'esprit de révolte agrarien.

Ce soulèvement du prolétariat des villes et des campagnes eut des répercussions immédiates sur les classes moyennes. Des organisations de fonctionnaires sont constituées qui réclament des améliorations corporatives. Même les militaires s'organisent en 1917 en « *Juntas de defensa* », avec un programme libéral.

A côté de tout cela, l'Etat offrait l'exemple le plus scandaleux de faillite. Malgré l'essor économique apparent de 1915 à 1919, le déficit du budget grandissait tous les jours. On faisait des emprunts, on augmentait les fonds publics, sans établir de nouveaux impôts sur les richesses accumulées. Un ministre tenta de créer un impôt sur les bénéfices extraordinaires de guerre. Dès le début, cet impôt était voué à l'échec, même dans l'esprit du ministre qui le proposait, dont l'intention, dépourvue de sincérité, était de se créer ainsi une plate-forme politique pour l'avenir. Cette nouveauté fiscale aurait pesé sur les chefs principaux des vieux partis politiques. L'enthousiasme de quelques-uns, pour la cause des Alliés, n'avait été au fond qu'un masque pour faciliter leurs spéculations frauduleuses à la faveur de la guerre. Les chefs de partis, véritables contrebandiers, appuyés par leur position politique, avaient pu spéculer sans entrave et amasser des fortunes considérables.

La démoralisation du pouvoir

Les gouvernements se succédaient au pouvoir à de brefs intervalles, sans rien faire au point de vue de l'utilité publique. Toutes les organisations étatiques se désagrégeaient, sauf l'armée qui n'avait pas eu l'occasion de perdre sa cohésion dans une entreprise guerrière. Au fur et à mesure que la démoralisation du pouvoir s'accroissait, s'élevait une force indépendante qui assumait toute la direction effective de la politique espagnole. Les « *juntas de defensa* » usurpaient sournoisement tout le pouvoir gouvernemental. Les gouvernants étaient démissionnés en vertu des déterminations prises par les syndicats d'officiers à tous les degrés.

En face des mouvements ouvriers, les gouvernants adoptaient des positions diverses. Leur tactique politique était imprégnée de « giolittisme ». Représentants des intérêts agrariens, ils suivaient dans la lutte industrielle un critérium démagogique. Les revendications du prolétariat étaient presque toujours acceptées en paroles, mais n'étaient pas réalisées en pratique. Les promesses gouvernementales étaient refusées totalement par les capitalistes catalans, qui ont trouvé, dès le premier moment, l'appui des éléments militaires. Les « *juntas de defensa* » voulaient substituer leur force au manque de volonté qu'elles trouvaient dans le pouvoir. De cette sorte s'est opérée une pénétration réciproque entre les industriels de Catalogne et les différents officiers de l'armée. Tous les gouvernements de Madrid étaient sans autorité à Barcelone, où les gouverneurs civils nommés par les autorités centrales étaient révoqués par les militaires et les gros patrons qui formaient un ensemble répressif harmonieux. Les généraux Martínez, Amido et Arlegui s'élevèrent comme gouvernants indépendants à Barcelone, sans s'occuper des instructions qu'ils recevaient de Madrid.

En même temps, les gouvernants pris de panique se livraient à des répressions impitoyables.

Leur brutalité se heurtait toujours à la force du prolétariat industriel qui, à la fin de chaque répression, apparaissait plus puissant et plus combatif. L'exemple de Barcelone a une signification profonde. Après des persécutions continuelles contre les travailleurs, où les militants les plus en vue avaient été assassinés dans les rues, deux mois après le rétablissement du droit d'association éclatait la grève des transports, qui a été un des plus splendides mouvements de mobilisation des masses ouvrières.

Ainsi se développait petit à petit le processus de décomposition de toute la politique espagnole. Les gouvernants, isolés de l'opinion générale, s'amusaient au jeu des intrigues de cour ; la classe moyenne et la petite bourgeoisie, émues par l'exemple italien, souhaitaient le renforcement de l'Etat, une autorité plus grande de la part des gouvernants et une politique financière d'épargne et d'économies. De son côté, le prolétariat, spécialement le prolétariat des régions les plus industrielles, se montrait ferme, puissant et décidé à lutter toujours pour ses revendications. Il ne lui manquait qu'une direction capable. Le régime parlementaire était discrédité, le système électoral avait des survivances féodales. Le gouvernement qui tenait le pouvoir pouvait s'assurer d'avance une forte majorité. Dans la pratique, le suffrage universel ne s'appliquait que dans les grandes villes où le succès électoral était d'avance assuré aux républicains et aux socialistes. Quant aux autres districts, c'est-à-dire la grande majorité, le gouvernement distribuait les mandats grâce à son appareil électoral.

Etant donné le manque de stabilité des gouvernements, le régime parlementaire n'avait pas de force. Habités à vivre en dehors de la Constitution, qu'ils votaient en paroles, les gouvernants se livraient à la plus féroce des répressions contre le prolétariat en maintenant toujours l'état de siège. Dans les cinq dernières années, très peu sont les mois où la légalité constitutionnelle bourgeoise a existé. Le Parlement ne jouait aucun rôle, les ministres révoquaient les lois par des décrets-lois ou même par de simples ordonnances royales.

La finance publique et la guerre du Maroc

La situation des finances publiques était très critique. La formation des gouvernements « éclairs », qui se succédaient sans interruption à de brefs intervalles, amenait l'impossibilité d'établir l'équilibre des finances du pays. Les crédits pour le Maroc absorbaient la plus grande partie du budget. Ne trouvant pas de nouvelles sources de recettes, les ministres essayaient de réduire les dépenses du Maroc. Mais tous les gouvernements étant contrôlés par les « *juntas de defensa* », qui exerçaient l'autorité réelle, le budget du Maroc ne subissait aucune réduction.

Les impôts et charges d'Etat pesaient en grande partie sur la petite bourgeoisie commerciale et agrarienne, qui manifestait son hostilité contre une armée qui gaspillait tout ce que l'Etat percevait. Les défaites du Maroc augmentaient cette hostilité. Les gouvernants, devant la faillite marocaine, faisaient preuve de la même hésitation qui se manifestait dans les différentes couches de la bourgeoisie espagnole : le capitalisme financier qui défendait résolument la pénétration au Maroc, la petite bourgeoisie et les classes moyennes ennemies de la guerre, pour des motifs d'économie nationale et les vieux politiques diplomates partisans des *compromis internationaux* contractés par

l'Espagne avec la France, et l'Angleterre sur les côtes de l'Afrique.

Toutes les dernières crises gouvernementales ont surgi au moment des débats sur les crédits pour le Maroc. Les gouvernants, lorsqu'ils réduisaient les budgets annuels, cherchaient à couvrir le déficit sans établir de nouveaux impôts, c'est-à-dire en proposant une politique d'économie. Ils essayaient de diminuer le budget du Maroc, mais ces projets trouvaient toujours l'opposition la plus âpre de la part des « *juntas de defensa* » des officiers, lesquels, au dire du chef du parti conservateur, « sont des organismes extra-constitutionnels qui ne laissent pas gouverner ».

Le ministre des Finances légiférait surtout au

profit des capitalistes agrariens. Les gros meuniers, les gros cultivateurs de blé, les fabricants d'huile avaient grandes ouvertes les portes pour l'exportation. Le gouvernement les protégeait. Les industriels de Catalogne réclamaient aussi des mesures protectionnistes en leur faveur. La nomination de Cambo comme ministre des Finances leur donna satisfaction. Ce spéculateur cynique profita de sa situation ministérielle pour protéger effrontément le grand capitalisme et les industriels catalans et pour tenter d'empêcher la faillite de la Banque de Barcelone.

JAR.

Prison modèle de Madrid, février 1924.

(A suivre.)

Un Drame dans les Cachots de la République Polonaise

L'affaire Bessarabova. — Des milliers d'arrestations. —
Comment on « polonise » un pays

Des drames se passent dans les prisons de la République polonaise, dont on a perdu l'habitude depuis que les excès de la terreur blanche ont quelque peu diminué. Cette fois le drame de Lvov (Lemberg) excite l'indignation générale. Le 9 février dernier, la sûreté de Lvov arrêtait une veuve de guerre nommée Olga Bessarabova. Le 12 février, une courte note administrative reproduite par la presse annonçait le suicide en prison de la communiste Ioulia Barska, inculpée de vagabondage. L'administration pénitentiaire continuait cependant à recevoir les paquets de vivres destinés à Olga Bessarabova que sa sœur et son frère demandaient en vain à voir. Enfin, la *Tribune Ouvrière*, journal local, recevait d'une étudiante une lettre l'informant qu'on venait d'apporter de prison à l'hôpital, aux fins de dissection, le corps d'une femme torturée et tuée. Le 18 février, la presse et la police publiaient enfin que la communiste Olga Bessarabova, soupçonnée d'espionnage au profit de la Russie des Soviets, s'était pendue en prison.

Des protestations s'élevèrent dans la ville, puis dans toute la Galicie orientale.

Dans ce pays ukrainien « polonisé » par la force, il y a des milliers de détenus politiques (3.000 environ) en butte à tous les sévices. Rares sont les familles d'intellectuels ou d'ouvriers qui n'ont quelque parent en prison. Russi l'émotion fut-elle grande.

Les fractions ukrainienne et communiste du Sejm polonais exigèrent une enquête. Le député communiste Kroulikovsky (en ce moment sous le coup de poursuites) publia le témoignage d'une étudiante qui avait assisté à la dissection du corps de la suicidée. « Le corps, écrivait ce témoin, était couvert de longues ecchymoses violacées et de plaies provenant de coups répétés portés avec une lanière de cuir, terminée par une boucle métallique. Les traces de la boucle se remarquaient à des ecchymoses fortement gonflées et remplies de sang coagulé, que le professeur désigna comme tout à fait caractéristiques ».

Le 27 février, deux semaines après l'inhumation, le cadavre de la victime fut exhumé et le professeur Seratski établit, en présence des parents de l'assassinée, que la communiste Ioulia Barska et l'inculpé Olga Bessarabova ne faisaient qu'une seule personne.

Le scandale provoqué par ce crime policier est grand. Nous ferons remarquer qu'il ne se produit que parce que le crime a été commis dans une grande ville, dans la capitale de la Galicie orientale. Que de crimes analogues sont commis par la gendarmerie et par la Sûreté du nouvel Etat polonais dans tous les coins de l'Ukraine conquise ! Aucune opinion publique ne peut s'y manifester, aucune Société des Nations ne vient voir ce qui s'y passe. L'impunité est certaine.

Rappelons que le 31 janvier d'innombrables arrestations ont eu lieu dans toute l'Ukraine polonaise. Tous les rédacteurs des organes social-démocrates, soupçon-

nés de sympathiser avec le bolchevisme, de Lvov et de Loutsk, sont sous les verroux. Tous les organes du parti social-démocrate ukrainien, le quotidien *Vpered*, les hebdomadaires *Zemlia y Volia* et *Celianska Dolia*, la revue *Culture Nouvelle* sont suspendus. Les arrestations ont été aussi nombreuses dans les campagnes que dans les villes. On a arrêté sans discernement tous ceux chez qui on a trouvé des journaux socialistes de gauche. La presse polonaise dénonce tous les éléments internationalistes comme faisant de l'espionnage pour la Russie des Soviets. Toutes les bibliothèques social-démocrates ont été pillées ou fermées. On a même arrêté des sans-partis. La répression a été surtout vigoureuse contre les écoles. C'est le lieu d'expliquer que la République polonaise, qui fait payer aux Ukrainiens de Galicie de lourds impôts, ne leur donne pas d'établissements d'enseignement supérieur. Aussi, les jeunes Ukrainiens, Polonais malgré eux, désireux de poursuivre des études, se rendent-ils à l'étranger ou suivent-ils les cours de l'Université clandestine de Lvov, organisée et entretenue par la population ruthène. Le tour de force d'entretenir des écoles illégales fonctionnant avec régularité réussit en effet dans ce pays, tant est grande l'unanimité de la résistance à l'oppression polonaise. La police a arrêté quantité d'étudiants et de professeurs. De la sorte, les mesures actuelles de terreur blanche ont à la fois un caractère de classe et un caractère national.

Pourquoi cette nouvelle vague de terreur blanche ? Surtout parce que les progrès du mouvement ouvrier révolutionnaire se faisaient trop rapides. Les organisations communistes de la Galicie orientale et de l'Ukraine occidentale se sont réorganisées l'automne dernier. Depuis ceux ans la social-démocratie locale sympathise de plus en plus avec la III^e Internationale. Les masses ouvrières et paysannes ne pensent qu'à se rapprocher de l'Ukraine soviétique. La petite bourgeoisie même qui, lors de l'annexion officielle par la conférence des ambassadeurs, le 14 mars 1923, de la Galicie orientale à la Pologne, était polonophile, s'oriente maintenant, elle aussi, vers la Russie soviétique. Le traité de Versailles, qui a livré à la Pologne un pays peuplé de 5 millions d'habitants, dont 4 millions sont ukrainiens, est considéré comme la loi de l'asservissement national.

La délégation à l'étranger des nationalistes ukrainiens, représentée par M. Pétouchévitch, a précisé que le salut de tous les Ukrainiens est dans l'union avec la Russie des Soviets.

La Pologne impérialiste a donc des raisons sérieuses de s'inquiéter. On ne maintient pas indéfiniment, sous un joug barbare, une population de plusieurs millions d'hommes, brutalement séparée par un traité de son propre pays libre et en voie de redevenir prospère. Les gouvernants de Varsovie s'en rendent compte. Mais les procédés qu'ils emploient pour « poloniser » l'Ukraine occidentale ne peuvent que leur ménager à l'avenir les plus tragiques mécomptes.

G. PODDOUBNY.

L'Opinion des Militants

Mise au point nécessaire : Gauche française et Droite allemande

Je m'excuse d'avoir donné une conclusion polémique à mon article sur le Gouvernement travailliste, paru dans l'avant-dernier numéro du *Bulletin*.

Les attaques polémiques répétées du camarade Souvarine ont amené de ma part une riposte polémique. Pour garder une absolue sérénité, il faudrait être un homme de génie, un pachyderme politique ou un habitant de Sirius. Je n'appartiens évidemment à aucune de ces catégories.

Je veux cependant marquer qu'il n'y a aucune lutte personnelle entre Souvarine et moi. Il y a lutte politique entre la gauche du Parti qui, de son propre mouvement, a suivi la ligne politique jugée ensuite comme juste par l'Internationale et la droite du Parti qui s'est détournée de cette ligne politique.

Pour porter à travers ma personne un coup à la gauche, Souvarine m'a accusé d'avoir l'an dernier soutenu la droite allemande.

Il a écrit (*Bulletin* n° 10, p. 259) :

« Le seul membre de la direction de notre Parti qui se posât en champion de la droite allemande, Treint, pour ne pas le nommer, ne convainquit jamais aucun de nous. »

L'année dernière peut se décomposer en deux périodes : avant Chemnitz et après Chemnitz ; avant le recul d'octobre et après le recul d'octobre.

Pendant la première période, le Parti allemand se composait d'une majorité dont les principaux leaders étaient Brandler et Talheimer et d'une gauche à la tête de laquelle se trouvait Ruth Fischer.

Dans sa ligne générale, la majorité apparaissait comme se mouvant dans la ligne définie par l'Internationale. Sans doute, les erreurs qui aboutirent à Chemnitz étaient en germe chez certains éléments de la majorité. Mais personne n'avait pu les discerner, ni nous, ni l'Internationale.

À la Conférence de Moscou, peu avant Chemnitz, personne, pas plus Souvarine que les autres, n'intervint pour dénoncer dans cette majorité le péril d'un courant de droite.

Après Chemnitz, je fus délégué par le Bureau politique pour intervenir auprès des diverses fractions du Parti allemand et pour aider celui-ci à sortir de sa crise.

Avant mon départ, le Bureau politique, sur ma proposition, adopta les critiques suivantes à adresser à la majorité :

- 1° Erreurs d'appréciation technique sur le rapport des forces en présence ;
- 2° Erreur d'appréciation politique sur le degré de décomposition de la social-démocratie ;
- 3° Confiance réelle dans les chefs social-démocrates de gauche qui participèrent aux gouvernements ouvriers de Saxe et de Thuringe ;
- 4° Combinaisons parlementaires avec les chefs social-démocrates de gauche et agitation insuffisante au sein des masses ;
- 5° Action sur le terrain économique ne se développant pas en action politique au moment de la participation des communistes aux gouvernements ouvriers de Saxe et de Thuringe ;
- 6° Appel aux travailleurs faits beaucoup trop tard en vue de défendre les armes à la main les gouvernements ouvriers ;
- 7° Agitation tournée trop exclusivement vers la lutte au sein des classes moyennes contre le fascisme ; agitation insuffisante au sein de la classe ouvrière en vue

de la nationalisation des grandes entreprises industrielles.

Au Bureau politique, je fus battu sur un seul point.

Je voulais qu'on critiquât la majorité pour n'avoir pas lancé le mot d'ordre de la dictature prolétarienne et de la formation des Soviets dès que la bataille révolutionnaire décisive fut considérée comme certaine à brève échéance.

Je fus à ce moment seul de mon avis.

Au retour de ma délégation je fis un compte rendu dans lequel je dis en substance :

Je ne puis être d'accord, ni avec la majorité qui a commis de graves erreurs opportunistes, ni avec la gauche qui, ayant eu le flair révolutionnaire, persiste à combattre le front unique comme opportuniste, et à soutenir qu'il eût fallu, dès le début de l'invasion de la Ruhr, mettre la main sur les usines du district minier occupé par l'armée française.

Je combattis l'idée de la majorité allemande de lutter contre la gauche par des moyens mécaniques et en profitant de la réorganisation du Parti sur une base illégale.

Pendant ce temps, une profonde transformation s'accomplissait dans notre Parti frère. Un centre se formait combattant énergiquement les erreurs de droite et luttant idéologiquement contre les erreurs de gauche. Ce centre était disposé à bloquer avec la gauche.

Le centre conquiert rapidement la majorité dans la direction du Parti allemand et nous envoya ses délégués.

Au Bureau politique, je me déclarai d'accord avec eux.

J'insistai pour qu'au Bureau politique et au Comité directeur on étudiât la situation allemande et pour que la direction du Parti se prononçât clairement sur cette question.

Sous prétexte de régler de menues affaires courantes qui auraient pu aussi bien être réglées par le secrétaire, le camarade Souvarine, suivi par le Bureau politique, s'opposa à un examen plus approfondi de la question allemande.

Pratiquement, cela signifiait que, implicitement, la direction du Parti refusait de prendre position contre les erreurs de Brandler.

Voilà comment Souvarine a combattu la droite et voilà comment j'en ai été le champion.

Albert TREINT.

Sur toutes les autres erreurs que, pour combattre la gauche, m'attribue Souvarine, je puis donner toutes les explications désirables. Je pense que cela est inutile. Quelque chose permet à tous les communistes de juger : il suffit de lire les thèses votées par la presque unanimité du Comité directeur. J'ai voté pour ces thèses ; Souvarine a voté contre.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.